

Rapport de gestion

2007

Exercices clos les 31 décembre 2007 et 2006

(en blanc)

SOMMAIRE

1. Vue d'ensemble	4
2. Analyse du compte de résultat et des dépenses d'investissement du Groupe	9
2.1 Du chiffre d'affaires à la marge brute opérationnelle du Groupe	9
2.1.1 Chiffre d'affaires	10
2.1.2 Charges opérationnelles	11
2.1.3 Marge brute opérationnelle	13
2.2 De la marge brute opérationnelle au résultat d'exploitation du Groupe	14
2.3 Du résultat d'exploitation au résultat net du Groupe	16
2.3.1 Résultat financier	16
2.3.2 Impôt sur les sociétés	17
2.3.3 Résultat net des activités poursuivies	17
2.3.4 Résultat net des activités cédées	17
2.3.5 Résultat net de l'ensemble consolidé	17
2.4 Dépenses d'investissement du Groupe	18
2.4.1 Dépenses d'investissement	18
2.4.2 Engagements d'investissement	19
2.4.3 Projets d'investissement	19
3. Analyse par secteur d'activité	20
3.1 Services de Communication Personnels (SCP)	22
3.1.1 Chiffre d'affaires - SCP	23
3.1.2 Marge brute opérationnelle - SCP	26
3.1.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCP	27
3.1.4 Licences de télécommunication - SCP	27
3.2 Services de Communication Résidentiels (SCR)	28
3.2.1 Chiffre d'affaires - SCR	29
3.2.2 Marge brute opérationnelle - SCR	32
3.2.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCR	33
3.3 Services de Communication Entreprises (SCE)	33
3.3.1 Chiffre d'affaires - SCE	34
3.3.2 Marge brute opérationnelle - SCE	35
3.3.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCE	35
4. Trésorerie, capitaux propres et endettement financier	36
4.1 Situation et flux de trésorerie	36
4.2 Capitaux propres	39
4.3 Endettement financier et ressources de financement	39
4.3.1 Endettement financier net	39
4.3.2 Ressources de financement	40
4.3.3 Exposition aux risques de marché et instruments financiers	40
4.3.4 Evolution de la notation de France Télécom	41
5. Informations complémentaires	41
5.1 Passage des données historiques aux données à base comparable	41
5.2 Recherche et Développement	44
5.3 Informations sociales et environnementales	46
5.4 Obligations contractuelles et engagements hors bilan	46
5.5 Événements postérieurs à la clôture	46
5.6 Glossaire financier	46

Les commentaires suivants sont établis sur la base des comptes consolidés en normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*, voir notes 1 et 2 de l'annexe aux comptes consolidés). Les données relatives aux secteurs d'activité et sous-secteurs d'activité qui sont présentées dans les sections suivantes s'entendent, sauf mention contraire, avant élimination des opérations inter-secteurs d'activité et inter-sous-secteurs d'activité (les secteurs d'activité sont décrits dans la section 3. "Analyse par secteur d'activité"). Par ailleurs, les variations ci-après, sont calculées sur la base des données en milliers d'euros, bien qu'affichées en millions d'euros.

Le passage des données historiques aux données à base comparable (voir section 5.6 "Glossaire financier") de l'exercice 2006 est décrit à la section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

1. VUE D'ENSEMBLE

■ Données financières et effectifs

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	52 959	51 541	51 702	2,8 %	2,4 %
MBO ⁽²⁾	19 116	18 486	18 539	3,4 %	3,1 %
MBO / Chiffre d'affaires	36,1 %	35,9 %	35,9 %		
Résultat d'exploitation	10 799	-	6 988	-	54,5 %
Résultat d'exploitation / Chiffre d'affaires	20,4 %	-	13,5 %		
CAPEX ⁽²⁾	6 979	6 721	6 732	3,8 %	3,7 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	13,2 %	13,0 %	13,0 %		
Licences de télécommunication	85	283	283	(70,0)%	(70,0)%
Nombre moyen d'employés ⁽²⁾	183 799	191 343	189 028	(3,9)%	(2,8)%

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

■ Résultat net

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Résultat d'exploitation	10 799	6 988
Résultat financier	(2 650)	(3 251)
Impôt sur les sociétés	(1 330)	(2 180)
Résultat net des activités poursuivies	6 819	1 557
Résultat net des activités cédées	-	3 211
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 819	4 768
Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A.	6 300	4 139
Intérêts minoritaires	519	629

■ Endettement financier net et cash-flow organique

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Cash-flow organique ⁽¹⁾	7 818	6 906 ⁽²⁾
Endettement financier net ⁽¹⁾	37 980	42 017
Ratio d'Endettement financier net / MBO	1,99	2,27

(1) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(2) Hors PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés). Avec PagesJaunes Groupe, le cash-flow organique est de 7 157 millions d'euros en 2006.

■ Synthèse des résultats de l'exercice

□ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'élève à 52 959 millions d'euros en 2007, en progression de 2,4 % en données historiques par rapport à l'exercice 2006. En données à base comparable, la croissance annuelle s'établit à 2,8 %, supérieure de 1,6 point à celle de l'exercice précédent. L'amélioration concerne les marchés matures (voir section 5.6 "Glossaire financier") d'Europe occidentale, avec notamment les activités en France, au Royaume-Uni, en Espagne et les services de communications aux entreprises. Parallèlement, les marchés à fort

potentiel de croissance (voir section 5.6 "Glossaire financier") poursuivent leur développement soutenu avec un chiffre d'affaires en hausse de 15,3 %.

□ *Marge brute opérationnelle*

La marge brute opérationnelle (désignée ci-après "MBO", voir section 5.6 "Glossaire financier") s'élève à 19 116 millions d'euros en 2007, en progression de 3,1 % en données historiques et de 3,4 % en données à base comparable. Le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'établit à 36,1 % en 2007, soit une amélioration par rapport à l'exercice 2006, de 0,2 point en données historiques comme en données à base comparable. Cette évolution est supérieure à l'objectif annoncé d'une quasi-stabilisation du ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires en 2007. Elle reflète :

- la baisse de -0,5 point du ratio d'achats et reversements aux opérateurs rapportés au chiffre d'affaires, qui s'établit à 14,9 % en 2007 contre 15,4 % en 2006 en données à base comparable (15,6 % en données historiques) ;
- et la diminution de -0,2 point du ratio des charges de personnel (salaires et charges) comprises dans la MBO (voir section 5.6 "Glossaire financier") rapportées au chiffre d'affaires, qui s'établit à 16,6 % en 2007 contre 16,8 % en 2006 en données à base comparable (16,6 % en données historiques). Le nombre d'employés (effectifs actifs fin de période, voir section 5.6 "Glossaire financier") passe de 192 024 au 31 décembre 2006 à 187 331 au 31 décembre 2007 en données à base comparable, soit une diminution de -2,4 % en données à base comparable (baisse de -1,9 % en données historiques).

Parallèlement, la progression des charges commerciales (voir section 5.6 "Glossaire financier") reste maîtrisée, avec un ratio de charges commerciales rapportées au chiffre d'affaires de 15,3 %, soit une augmentation limitée à 0,2 point par rapport à l'exercice précédent en données à base comparable (hausse de 0,3 point en données historiques).

□ *Résultat d'exploitation*

Le résultat d'exploitation s'établit à 10 799 millions d'euros en 2007 contre 6 988 millions d'euros en 2006 en données historiques, soit une amélioration de 3 811 millions d'euros, liée pour une large part à la très forte diminution de la perte de valeur des écarts d'acquisition, limitée à -26 millions d'euros en 2007 contre une perte de -2 800 millions d'euros en 2006. S'y ajoutent principalement, l'augmentation de 672 millions d'euros du résultat de cession d'actifs (769 millions d'euros en 2007 contre 97 millions d'euros en 2006), et la hausse de 577 millions d'euros de la MBO.

□ *Résultat net*

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 6 819 millions d'euros en 2007 contre 4 768 millions d'euros en 2006 en données historiques, soit une augmentation de 2 051 millions d'euros, liée à la forte amélioration du résultat net des activités poursuivies entre les deux périodes (en hausse de 5 262 millions d'euros). Cette amélioration résulte de la hausse de 3 811 millions d'euros du résultat d'exploitation, de la diminution de la charge d'impôt sur les sociétés de 850 millions d'euros, et de l'amélioration de 601 millions d'euros du résultat financier. Ces évolutions favorables sont partiellement compensées par le résultat net des activités cédées, aucun résultat net des activités cédées n'étant comptabilisé en 2007 alors que l'exercice 2006 enregistrait un résultat de 3 211 millions d'euros à ce titre, lié à la cession de 54 % de PagesJaunes Groupe.

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 519 millions d'euros en 2007 contre 629 millions d'euros en 2006, soit une diminution de 110 millions d'euros entre les deux exercices. Le résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A. s'établit à 6 300 millions d'euros en 2007 contre 4 139 millions d'euros en 2006, soit une augmentation de 2 161 millions d'euros.

□ *Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication*

Les investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location financement (désignés ci-après "investissements corporels et incorporels hors licences" ou "CAPEX", voir section 5.6 "Glossaire financier") s'élèvent à 6 979 millions d'euros en 2007, en augmentation de 3,7 % en données historiques et de 3,8 % en données à base comparable. Le ratio d'investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 13,2 %, en ligne avec l'objectif annoncé d'un ratio d'environ 13 %. La progression des dépenses d'investissement entre 2006 et 2007 concerne les marchés en croissance dont les investissements, en hausse de 23,3 % en données à base comparable, accompagne la forte croissance des services mobiles. Les investissements des marchés matures, qui représentent un peu plus des trois quarts des dépenses d'investissements corporels et incorporels hors licences du Groupe, connaissent un recul global de 0,5 % en données à base comparable. La diminution des investissements dans les réseaux mobiles, après les programmes importants des années précédentes,

est pour une large part compensée par la progression des investissements liés aux services haut débit ADSL, notamment en France et en Pologne.

□ *Cash-flow organique*

Le cash-flow organique (voir section 5.6 "Glossaire financier") s'élève à 7 818 millions d'euros, soit un montant supérieur à l'objectif de 7,5 milliards d'euros annoncé lors de la présentation des résultats du troisième trimestre 2007. Il s'inscrit en hausse de 912 millions d'euros par rapport au cash-flow organique de l'exercice précédent qui s'établissait à 6 906 millions d'euros hors PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (7 157 millions d'euros en données historiques). L'amélioration par rapport à 2006 est générée notamment par la progression de 577 millions d'euros de la MBO des activités poursuivies, par l'amélioration de 298 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement global (voir section 5.6 "Glossaire financier") et par la baisse de 284 millions d'euros des charges financières nettes décaissées. Ces éléments favorables sont partiellement compensés par l'augmentation de -310 millions d'euros de l'impôt sur les sociétés décaissé.

□ *Endettement financier net*

L'endettement financier net (voir section 5.6 "Glossaire financier") s'élève à 37 980 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 42 017 millions d'euros au 31 décembre 2006. Par rapport au 31 décembre 2006, le désendettement financier net s'élève à 4 037 millions d'euros au 31 décembre 2007. Le ratio d'endettement financier net rapporté à la MBO s'établit à 1,99 au 31 décembre 2007 contre 2,27 au 31 décembre 2006. L'objectif d'un ratio inférieur à 2 fin 2008 est d'ores et déjà atteint au 31 décembre 2007.

■ **Effet des évolutions tarifaires liées à la réglementation**

L'environnement dans lequel le groupe France Télécom poursuit son activité commerciale, qu'il s'agisse du territoire national ou des autres pays de l'Union européenne, fait l'objet d'une réglementation sectorielle contraignante.

L'impact de la baisse des prix des terminaisons d'appel et de la baisse des tarifs de *roaming* (itinérance) intervenues dans plusieurs pays en 2007, notamment en France, en Pologne, en Espagne, au Royaume-Uni, en Belgique et en Suisse, est ainsi particulièrement important dans le secteur de la téléphonie mobile. En 2007, le chiffre d'affaires du secteur d'activité Services de Communication Personnels (SCP) est affecté par ces baisses, à hauteur de plus de -850 millions d'euros, et la MBO, à hauteur de plus de -400 millions d'euros. La réglementation applicable aux activités du Groupe est décrite dans la section 6.9 "Réglementation" du Document de référence.

■ **Principaux événements intervenus en 2007**

Les principales acquisitions, cessions et variations de périmètre sont décrits dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

□ *Cessions*

- A la suite de la cession de la participation détenue par les anciens coactionnaires de France Télécom dans Tower Participations (société détenant TDF), France Télécom a perçu en **janvier 2007** un complément de prix de 254 millions d'euros et a enregistré à ce titre un résultat de cession avant impôt positif de 307 millions d'euros, dont une plus-value de 53 millions d'euros précédemment différée (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).
- A la suite de la cession des participations contrôlées par Eurazeo dans Eutelsat Communications, France Télécom a perçu 110 millions d'euros en **février 2007** et a cédé la totalité de sa participation dans Bluebirds Participations France en **mai 2007**. Le résultat de cession avant impôt est positif de 104 millions d'euros (voir notes 8 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés).
- En **octobre 2007**, France Télécom a cédé les activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas à Deutsche Telekom pour 1 317 millions d'euros, net de frais de cession. Le résultat de cession avant impôt est positif de 299 millions d'euros. Après prise en compte de la trésorerie cédée, l'encaissement net s'élève à 1 306 millions d'euros (voir note 8 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Acquisitions et investissements*

- En **janvier 2007**, France Télécom a acquis un bloc de contrôle représentant environ 54 % du capital de Groupe Silicomp, pour -50 millions d'euros en numéraire. Dans le cadre d'une garantie de cours qui s'est déroulée en **février 2007**, France Télécom a acquis une participation complémentaire de 36,5 % pour -43 millions d'euros. Au 31 décembre 2007, France Télécom détient

96,1 % des actions. Après prise en compte de la trésorerie acquise, le décaissement net s'élève à -96 millions d'euros.

- En **mars 2007**, France Télécom a annoncé l'extension de sa présence en Afrique par l'intermédiaire de deux opérations effectuées par Sonatel, à savoir l'obtention d'une troisième licence de téléphonie mobile en Guinée-Bissau et l'achat d'une licence mobile en Guinée.
 - En **avril 2007**, France Télécom a annoncé l'acquisition d'une licence mobile et Internet en République de Centrafrique.
 - En **juillet 2007**, France Télécom a acquis indirectement, pour -103 millions d'euros en numéraire, une participation complémentaire dans Orange Moldova (ex-Voxtel), portant sa participation à 94,3 %.
 - En **juillet 2007**, Mobistar, société détenue à 50,2 % par France Télécom, a acquis 90 % du capital de l'opérateur mobile luxembourgeois VOXmobile pour -80 millions d'euros en numéraire. L'analyse des accords entre les parties sur les 10 % restants conduit à considérer que France Télécom a acquis 100 % des intérêts de la société.
 - En **juillet 2007**, France Télécom a acquis la totalité du capital de la société T-Online Telecommunications Spain, devenue FT España ISP, pour -150 millions d'euros en numéraire, auprès de Deutsche Telekom. FT España ISP est le troisième opérateur ADSL en Espagne, opérant sous la marque Ya.com. Après prise en compte du rachat du compte courant de l'opérateur auprès de son ancien actionnaire et de la trésorerie acquise, le décaissement net s'élève à -319 millions d'euros.
 - En **octobre 2007**, le fonds d'investissement Mid Europa Partners et France Télécom ont acquis la totalité du capital de la société One GmbH pour une valeur d'entreprise de 1,4 milliard d'euros. Le montant perçu par France Télécom au titre de la cession de sa participation de 17,5 % dans One GmbH et du remboursement de son prêt d'actionnaire a été partiellement réinvesti pour détenir indirectement 35 % de One GmbH. Le résultat de cette opération est positif de 36 millions d'euros, net de frais. L'effet net sur la trésorerie est positif de 82 millions d'euros (voir notes 8 et 15 de l'annexe aux comptes consolidés).
 - En **octobre 2007**, Mobinil, société détenue à 71,3 % par France Télécom, a acquis une licence mobile de 3^{ème} génération d'une durée de 15 ans pour -3,34 milliards de livres égyptiennes (environ -422 millions d'euros). Le versement du prix de la licence sera échelonné sur quatre ans.
 - En **novembre 2007**, Orange Business Services a annoncé avoir obtenu l'accord lui permettant de mettre en œuvre une licence de téléphonie longue distance en Russie. Il est aujourd'hui le seul fournisseur mondial de services de communication à détenir le statut d'opérateur longue distance dans ce pays.
 - En **novembre 2007**, France Télécom a annoncé l'acquisition d'une licence globale fixe-mobile-Internet au Niger pour -48 millions d'euros. France Télécom apportera à sa nouvelle filiale au Niger la force de sa marque Orange, la qualité de ses produits et services ainsi que sa capacité d'innovation.
 - En **décembre 2007**, le consortium formé par France Télécom et Alcazar Capital Limited, respectivement à hauteur de 78,5 % et 21,5 %, a acquis 51 % du capital de Telkom Kenya, l'opérateur historique kenyan, pour -270 millions d'euros. Telkom Kenya, qui couvre 280 000 clients en lignes fixes, bénéficiera d'une nouvelle licence mobile (voir note 16 de l'annexe aux comptes consolidés).
- *Adoption et mise en œuvre de mesures réglementaires*
- En **mai 2007**, Orange a mis en œuvre les nouvelles modalités de la portabilité des numéros mobiles en France. La portabilité, qui permet de changer d'opérateur mobile en conservant le même numéro de téléphone, s'effectue désormais par une démarche plus simple ("guichet unique") et plus rapide (délai de 10 jours). En outre, les délais de préavis de résiliation sont également réduits à 10 jours.
 - En **juin 2007**, l'Union Européenne a adopté une réglementation qui fixe des plafonds pour les tarifs de détail du *roaming* (itinérance) international "voix" en Europe : 49 centimes d'euros HT par minute en 2007 pour les appels sortants, et 24 centimes HT pour les appels entrants. Cette nouvelle réglementation est en vigueur depuis le 30 septembre 2007.
- *Acquisition d'actions propres*
- En **mars 2007**, France Télécom a acquis 9 113 884 actions propres dans le cadre de son programme de rachat d'actions 2006, dont le descriptif a été publié le 19 mars 2007, pour un coût de -180 millions d'euros (voir note 30 de l'annexe aux comptes consolidés).

- En **mai 2007**, France Télécom a mis en place un contrat de liquidité avec un établissement financier portant sur ses actions ordinaires, afin d'accroître la liquidité et de réduire les excès de volatilité. Les moyens affectés à la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient à -100 millions d'euros. Au 31 décembre 2007, France Télécom détient 1 415 000 actions propres acquises dans le cadre de ce contrat (voir note 30 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre 2007, France Télécom détient 10 528 884 actions propres (hors actions achetées dans le cadre de l'offre de l'Etat de décembre 2007, celles-ci n'ayant été livrées que le 29 janvier 2008).

□ *Attribution gratuite d'actions et plan de stock-options*

- Pour contribuer à la pleine mobilisation du personnel autour des objectifs du plan "NExT" (Nouvelle Expérience des Télécommunications), France Télécom a mis en place en 2007 un plan d'attribution gratuite d'actions en France portant sur 10,8 millions de titres, représentant 0,4 % du capital de France Télécom S.A. Ce plan concerne environ 113 000 employés de France Télécom S.A. et de ses filiales françaises. L'attribution définitive des actions n'interviendra que le 25 avril 2009, l'attribution des droits étant subordonnée notamment à des conditions de performance. Par ailleurs, France Télécom a également mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions à l'international portant sur 1,8 million de titres, représentant moins de 0,1 % du capital de France Télécom S.A. Ce plan concerne environ 45 000 employés des filiales internationales. Les conditions d'attribution des droits en France et à l'international sont identiques (voir note 27 de l'annexe aux comptes consolidés).
- France Télécom a mis en œuvre en 2007 un plan d'options de souscription d'action à certains dirigeants et salariés du Groupe, portant sur 10 093 300 options. Le prix d'exercice des options, d'une durée de vie de 10 ans, a été fixé à 21,61 euros par action (voir note 27 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Cession d'actions existantes par l'Etat et offre réservée au personnel*

Suite à la cession par l'État, en **juin 2007**, de 130 millions d'actions existantes de France Télécom, représentant 5 % du capital social, l'État a procédé en **décembre 2007** à une offre réservée au personnel du groupe France Télécom. Cette offre a porté sur 14,4 millions d'actions, représentant 0,56 % (base non diluée) du nombre total d'actions du capital social de France Télécom S.A. au 30 juin 2007. Les actions ont été cédées par l'État au prix unitaire de 20,39 euros (voir note 30 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre 2007, l'Etat détient directement et indirectement à travers l'ERAP 27,3 % du capital et 27,5 % des droits de vote de France Télécom S.A. (voir note 30 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Emissions d'emprunts obligataires*

- En **février 2007**, France Télécom a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 2 500 millions d'euros, réparti en deux tranches : une tranche de 1 000 millions d'euros à échéance 2012 portant intérêts à un taux de 4,375 % et une tranche de 1 500 millions d'euros à échéance 2017 portant intérêts à un taux de 4,75 %.
- En **mars 2007**, France Télécom a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 250 millions de livres sterling à échéance 2012 portant intérêts à un taux de 6 %.
- En **novembre 2007**, France Télécom a réalisé le placement d'un emprunt obligataire de 400 millions de francs suisses à échéance 2014 portant intérêts à un taux de 3,5 %.

□ *Autres*

En **octobre 2007**, France Télécom a annoncé sa proposition d'ouvrir à la concurrence ses fourreaux (infrastructures de génie civil permettant le passage des câbles en fibre optique). Le Groupe a demandé la même ouverture aux propriétaires d'infrastructures similaires. Cette proposition a été officiellement transmise à l'Autorité de Régulation des Postes et Communications Électroniques (ARCEP) dans le cadre de la consultation publique en cours. Une offre commerciale de gros pour l'utilisation des fourreaux de France Télécom a été publiée fin 2007.

■ Perspectives d'avenir

La stratégie de France Télécom s'inscrit dans un contexte de profonde transformation du secteur des services de télécommunication, qui se traduit par une forte évolution de l'offre, des usages et du jeu concurrentiel.

France Télécom estime que les principales composantes de cette transformation concernent, i) l'évolution des technologies (généralisation du protocole IP, du haut débit, de la mobilité, développement de terminaux multi-accès et de l'interopérabilité des réseaux), ii) l'évolution des usages (développement de la consommation de contenus audiovisuels, abondance, personnalisation des contextes d'usages et de services), et iii) l'évolution des structures et des stratégies de l'industrie, et le renforcement de la pression concurrentielle.

Ainsi, dans le domaine des réseaux fixes à haut débit, on assiste à une consolidation du marché des fournisseurs d'accès Internet (FAI) autour de quelques acteurs majeurs disposant d'offres couplées (Internet, Voix sur IP, télévision), les concurrents de France Télécom mettant à profit le dégroupage de la boucle locale. Dans le marché des mobiles, les MVNO (opérateurs de réseaux mobiles virtuels) sont désormais des acteurs significatifs. Dans les marchés les plus matures, la convergence gagne encore du terrain avec la constitution, par rachat, d'opérateurs intégrés capables de proposer des offres couplées Internet / fixe / mobile et télévision. Enfin, les acteurs du monde des services de l'Internet ont pour ambition de se développer fortement dans le marché des services de communication et des contenus sur une base non régulée. La stratégie du groupe France Télécom est décrite dans la section 6.1 "Stratégie" du Document de référence.

L'objectif du groupe France Télécom est de générer en 2008 un cash-flow organique supérieur à 7,8 milliards d'euros. Dans un contexte global de croissance du chiffre d'affaires du Groupe en ligne avec celui de ses marchés, cet objectif repose sur la stabilité du ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires, grâce à la poursuite du programme de réduction et d'optimisation des coûts, et sur le maintien du ratio d'investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires à environ 13 % du chiffre d'affaires.

Le cash-flow organique ainsi dégagé sera affecté selon les principes suivants :

- le ratio d'endettement financier net rapporté à la MBO sera maintenu, à moyen terme, à un niveau inférieur à 2 dans les conditions actuelles de marché. Dans ce contexte, compte tenu de la génération de cash-flow organique prévue pour 2008, le Conseil d'administration indique que le dividende, qui sera proposé à l'assemblée générale au titre de l'exercice 2008, sera supérieur à 1,30 euro par action. Le Conseil d'administration se réserve la possibilité de porter le taux de distribution, le cas échéant, au-delà de 45 % du cash-flow organique. En outre, le Conseil d'administration examinera chaque année la possibilité d'une rémunération additionnelle des actionnaires en fonction des prévisions de cash-flow organique et des projets d'investissement du Groupe ;
- la politique d'acquisition restera sélective en visant principalement des cibles dans des marchés à fort potentiel.

Par nature, l'atteinte de ces objectifs est soumise à de nombreux risques et incertitudes susceptibles d'entraîner des différences entre les objectifs énoncés et les réalisations effectives. Les risques les plus importants sont exposés au chapitre 4 "Facteurs de risque" du Document de référence.

2. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT ET DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU GROUPE

2.1 DU CHIFFRE D'AFFAIRES A LA MARGE BRUTE OPERATIONNELLE DU GROUPE

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	52 959	51 541	51 702	2,8 %	2,4 %
OPEX ⁽²⁾	(33 843)	(33 055)	(33 163)	2,4 %	2,0 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	63,9 %	64,1 %	64,1 %		
OPEX hors charges de personnel (salaires et charges) ⁽²⁾	(25 076)	(24 388)	(24 571)	2,8 %	2,1 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	47,4 %	47,3 %	47,5 %		
- Achats externes ⁽²⁾	(23 156)	(22 681)	(22 809)	2,1 %	1,5 %
- Autres produits et charges opérationnels ⁽³⁾	(1 920)	(1 707)	(1 762)	12,5 %	8,9 %
Charges de personnel (salaires et charges) ⁽²⁾	(8 767)	(8 667)	(8 592)	1,2 %	2,0 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	16,6 %	16,8 %	16,6 %		
MBO	19 116	18 486	18 539	3,4 %	3,1 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	36,1 %	35,9 %	35,9 %		

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Voir section 5.6 "Glossaire financier" et note 6 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.1.1 Chiffre d'affaires

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
Chiffre d'affaires		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
Services de Communication Personnels (SCP)	29 119	27 538	27 745	5,7 %	5,0 %
SCP France	9 998	9 885	9 882	1,1 %	1,2 %
SCP Royaume-Uni	6 217	5 863	5 874	6,0 %	5,8 %
SCP Espagne	3 404	3 315	3 353	2,7 %	1,5 %
SCP Pologne	2 133	1 992	1 934	7,1 %	10,3 %
SCP Reste du monde	7 550	6 701	6 920	12,7 %	9,1 %
Eliminations	(183)	(218)	(218)	-	-
Services de Communication Résidentiels (SCR)	22 671	22 725	22 487	(0,2)%	0,8 %
SCR France	17 957	17 709	17 657	1,4 %	1,7 %
SCR Pologne	2 886	3 139	3 048	(8,1)%	(5,3)%
SCR Reste du monde	2 100	2 100	2 005	-	4,7 %
Eliminations	(272)	(223)	(223)	-	-
Services de Communication Entreprises (SCE)	7 721	7 689	7 652	0,4 %	0,9 %
Eliminations	(6 552)	(6 411)	(6 182)	-	-
Total Groupe	52 959	51 541	51 702	2,8 %	2,4 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

■ Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe France Télécom s'établit à 52 959 millions d'euros en 2007, en hausse de 2,4 % en données historiques et de 2,8 % en données à base comparable par rapport à 2006.

En **données historiques**, la progression de 2,4 % du chiffre d'affaires du Groupe, soit une hausse de 1 257 millions d'euros, entre 2006 et 2007, intègre l'effet négatif des variations de change, soit -182 millions d'euros entre les deux périodes, en partie compensé par l'effet favorable des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 21 millions d'euros entre 2006 et 2007. Les variations de périmètre et autres variations se compensent en grande partie, avec principalement, d'une part, i) l'impact de l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales le 5 juillet 2006 pour 115 millions d'euros, ii) l'impact de l'acquisition de Groupe Silicomp le 4 janvier 2007 pour 106 millions d'euros, et iii) l'impact de l'acquisition de T-Online Telecommunications Spain (devenue FT España ISP), société opérant sous la marque Ya.com, le 31 juillet 2007 pour 71 millions d'euros, et d'autre part, iv) l'impact de la cession des activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas le 1^{er} octobre 2007 pour -172 millions d'euros, et v) l'impact de la cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC) le 31 octobre 2006 pour -120 millions d'euros.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires du groupe France Télécom progresse de 2,8 % entre 2006 et 2007, soit une hausse de 1 418 millions d'euros, tirée par la croissance des activités mobiles et des services haut débit ADSL.

Le chiffre d'affaires de SCP (services mobiles) est en hausse de 5,7 % en 2007 par rapport à 2006, et s'établit à 29 119 millions d'euros. Cette augmentation reflète la croissance des activités de téléphonie mobile, soutenue par la progression dynamique du nombre de clients. Entre les deux périodes, le chiffre d'affaires de SCP progresse dans tous les sous-secteurs d'activité, avec notamment une croissance forte dans le Reste du monde (en hausse de 12,7 %), en Pologne (en hausse de 7,1 %) et au Royaume-Uni (en hausse de 6,0 %).

Le chiffre d'affaires de SCR (services fixes et Internet) s'élève à 22 671 millions d'euros en 2007, soit une baisse limitée de -0,2 % par rapport à 2006. La forte progression des services haut débit ADSL, notamment en France, compense pour une très large part le repli tendanciel des services téléphoniques classiques (abonnements et communications téléphoniques traditionnelles) en France et en Pologne.

Le chiffre d'affaires de SCE (services aux entreprises) s'établit à 7 721 millions d'euros en 2007, en progression de 0,4 % par rapport à 2006. Les activités de téléphonie fixe et de services de données classiques enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires, liée à la migration des entreprises vers des technologies plus récentes, au recul du volume des communications téléphoniques et à la baisse des prix. Entre 2006 et 2007, cette baisse est compensée par la progression du chiffre d'affaires des services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication, des services de réseaux avancés et des autres services d'entreprise.

En **données à base comparable**, l'augmentation du chiffre d'affaires du groupe France Télécom entre 2006 et 2007 résulte principalement de la progression du chiffre d'affaires des marchés en croissance (voir section 5.6 "Glossaire financier"), en hausse de

15,3 %. Le chiffre d'affaires des marchés matures (voir section 5.6 "Glossaire financier") progresse quant à lui de 1,0 % entre les deux périodes.

■ Evolution du nombre de clients

En **données historiques**, le nombre de clients du groupe France Télécom à travers les sociétés contrôlées s'établit à 170,1 millions au 31 décembre 2007, en progression de 7,3 % par rapport au 31 décembre 2006. Le nombre de clients supplémentaires entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 s'élève ainsi à 11,6 millions pour le Groupe. Avec 109,7 millions de clients au 31 décembre 2007, le nombre de clients de la téléphonie mobile augmente de 12,3 % par rapport au 31 décembre 2006, soit 12,0 millions de clients supplémentaires. Le nombre de clients ayant souscrit aux offres haut débit mobile (technologies EDGE et UMTS) a plus que doublé, avec 13,0 millions de clients au 31 décembre 2007, contre 5,8 millions au 31 décembre 2006. De même, le nombre de clients haut débit ADSL Grand Public est en progression rapide, s'établissant à 11,7 millions au 31 décembre 2007, contre 9,7 millions au 31 décembre 2006, soit une hausse de 20,7 %. Au total, le nombre de clients Internet (haut débit et bas débit) s'élève à 13,1 millions au 31 décembre 2007, en progression de 6,7 % par rapport au 31 décembre 2006 (soit 0,8 million de clients supplémentaires).

En **données à base comparable**, le nombre de clients du groupe France Télécom à travers les sociétés contrôlées progresse de 9,2 % entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007. Par rapport au 31 décembre 2006, le nombre de clients de la téléphonie mobile et d'Internet progresse respectivement de 15,3 % et 8,7 %.

2.1.2 Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles comprises dans la MBO (désignées ci-après OPEX, voir section 5.6 "Glossaire financier") s'établissent à -33 843 millions d'euros en 2007. Rapportés au chiffre d'affaires, les charges opérationnelles comprises dans la MBO sont en baisse de -0,2 point, passant de 64,1 % du chiffre d'affaires en 2006, en données historiques comme en données à base comparable, à 63,9 % du chiffre d'affaires en 2007.

2.1.2.1 Charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges)

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Achats externes ⁽²⁾	(23 156)	(22 681)	(22 809)	2,1 %	1,5 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	43,7 %	44,0 %	44,1 %		
Charges commerciales ⁽²⁾	(8 082)	(7 769)	(7 780)	4,0 %	3,9 %
Achats et reversements aux opérateurs	(7 895)	(7 938)	(8 053)	(0,5)%	(2,0)%
Autres achats externes ⁽²⁾	(7 179)	(6 974)	(6 976)	3,0 %	2,9 %
Autres produits et charges opérationnels	(1 920)	(1 707)	(1 762)	12,5 %	8,9 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	3,6 %	3,3 %	3,4 %		
OPEX hors charges de personnel (salaires et charges) ⁽²⁾	(25 076)	(24 388)	(24 571)	2,8 %	2,1 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	47,4 %	47,3 %	47,5 %		

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

Les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) comprises dans la MBO (voir section 5.6 "Glossaire financier") s'élèvent à -25 076 millions d'euros en 2007. Rapportées au chiffre d'affaires, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont globalement stables, à 47,4 % du chiffre d'affaires en 2007, contre 47,5 % en 2006 en données historiques et 47,3 % en données à base comparable.

En **données historiques**, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) enregistrent une augmentation de 2,1 %, soit -505 millions d'euros, entre les deux périodes. Cette hausse intègre notamment l'effet favorable des variations de change (102 millions d'euros) ainsi que l'impact positif des variations de périmètre et autres variations (81 millions d'euros).

En **données à base comparable**, les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont en hausse de 2,8 %, soit -688 millions d'euros entre 2006 et 2007. Les achats externes (voir section 5.6 "Glossaire financier"), qui représentent 92 % des charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) en 2007, connaissent une croissance limitée à 2,1 % entre les deux périodes, les autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) progressant quant à elles de 12,5 %.

■ Achats externes

Les achats externes s'élevèrent à -23 156 millions d'euros en 2007, soit 43,7 % du chiffre d'affaires. Entre 2006 et 2007, les achats externes rapportés au chiffre d'affaires sont en baisse de -0,4 point en données historiques (-0,3 point en données à base comparable).

En **données historiques**, la progression de 1,5 %, soit -347 millions d'euros, des achats externes entre 2006 et 2007 intègre l'effet favorable des variations de change (102 millions d'euros) ainsi que l'impact positif des variations de périmètre et autres variations (27 millions d'euros).

En **données à base comparable**, les achats externes augmentent de 2,1 % entre 2006 et 2007. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation de 4,0 % des charges commerciales (voir section 5.6 "Glossaire financier"). Conformément à l'objectif annoncé pour l'exercice 2007, cette progression reste maîtrisée, avec un ratio de charges commerciales rapportées au chiffre d'affaires de 15,3 % en 2007, en très légère hausse par rapport à 2006 (15,1 %). Par ailleurs, les achats et reversements aux opérateurs diminuent de -0,5 % sous l'effet notamment de la baisse des prix des terminaisons d'appel d'une part, et d'un meilleur contrôle des offres d'abondance d'autre part. Par rapport au chiffre d'affaires, la part des achats et reversements aux opérateurs diminuent ainsi de 15,4 % en 2006 à 14,9 % en 2007. Enfin, la progression de 3,0 % des autres achats externes (voir section 5.6 "Glossaire financier") est liée notamment à l'augmentation des charges de sous-traitance des centres d'appel. Rapportés au chiffre d'affaires, les autres achats externes sont globalement stables entre les deux exercices, à 13,6 % en 2007 contre 13,5 % en 2006. Au final, la progression des achats externes entre 2006 et 2007 (soit une hausse de 2,1 %) a été contenue au regard de la croissance du chiffre d'affaires (en augmentation de 2,8 %).

■ Autres produits et charges opérationnels

En 2007, les autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) s'élevèrent à -1 920 millions d'euros, soit 3,6 % du chiffre d'affaires. Entre 2006 et 2007, les autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) sont en hausse de 8,9 % en données historiques et de 12,5 % en données à base comparable.

En **données historiques**, l'augmentation de -158 millions d'euros des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) entre 2006 et 2007 intègre l'impact positif des variations de périmètre et autres variations (55 millions), l'effet des variations de change étant nul entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, l'augmentation de -213 millions d'euros des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) entre les deux périodes s'explique principalement, i) par la comptabilisation en 2006 d'une reprise de provision de 129 millions d'euros au titre des avantages sociaux aux retraités du groupe France Télécom suite au transfert des activités sociales du Groupe au Comité d'entreprise (voir notes 3, 6 et 26 de l'annexe aux comptes consolidés), et ii) par la comptabilisation d'un produit correspondant à une indemnité transactionnelle relative aux activités du Groupe au Liban pour 22 millions d'euros en 2007 contre 74 millions d'euros en 2006.

2.1.2.2 Charges de personnel (salaires et charges)

Les charges de personnel (salaires et charges) comprises dans la MBO (voir section 5.6 "Glossaire financier") n'incluent pas la participation des salariés et la rémunération en actions (voir section 2.2 "De la marge brute opérationnelle au résultat d'exploitation du Groupe").

Entre 2006 et 2007, les charges de personnel (salaires et charges) rapportées au chiffre d'affaires sont stables en données historiques. En données à base comparable, les charges de personnel (salaires et charges) baissent de -0,2 point, passant de 16,8 % du chiffre d'affaires en 2006 à 16,6 % du chiffre d'affaires en 2007.

Exercices clos le 31 décembre					
Charges de personnel (salaires et charges) et effectifs	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Charges de personnel (salaires et charges) ^{(2) (3)}					
France Télécom S.A.	(5 329)	(5 442)	(5 379)	(2,1)%	(0,9)%
Filiales en France	(640)	(554)	(514)	15,6 %	24,4 %
Total France	(5 969)	(5 996)	(5 893)	(0,5)%	1,3 %
Filiales internationales	(2 798)	(2 671)	(2 699)	4,8 %	3,7 %
Total Groupe	(8 767)	(8 667)	(8 592)	1,2 %	2,0 %
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>16,6 %</i>	<i>16,8 %</i>	<i>16,6 %</i>		
Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) ⁽²⁾					
France Télécom S.A.	95 858	101 664	100 601	(5,7)%	(4,7)%
Filiales en France	8 677	9 213	8 867	(5,8)%	(2,1)%
Total France	104 535	110 877	109 468	(5,7)%	(4,5)%
Filiales internationales	79 264	80 466	79 560	(1,5)%	(0,4)%
Total Groupe	183 799	191 343	189 028	(3,9)%	(2,8)%
Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) ⁽²⁾					
France Télécom S.A.	97 355	100 986	99 902	(3,6)%	(2,5)%
Filiales en France	8 817	9 191	8 986	(4,1)%	(1,9)%
Total France	106 172	110 177	108 888	(3,6)%	(2,5)%
Filiales internationales	81 159	81 847	82 148	(0,8)%	(1,2)%
Total Groupe	187 331	192 024	191 036	(2,4)%	(1,9)%

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(3) En millions d'euros.

En **données historiques**, les charges de personnel (salaires et charges) du Groupe augmentent de 2,0 %, soit -175 millions d'euros, entre 2006 et 2007, s'établissant à -8 767 millions d'euros en 2007, contre -8 592 millions d'euros en 2006. Cette hausse s'explique notamment par l'impact négatif des variations de périmètre et autres variations (-92 millions d'euros, correspondant principalement à l'impact de l'acquisition de Groupe Silicomp en France), en partie compensé par l'effet favorable des variations de change (17 millions d'euros).

En **données à base comparable**, les charges de personnel (salaires et charges) sont en hausse de 1,2 %, soit -100 millions d'euros, entre les deux périodes, passant de -8 667 millions d'euros en 2006 à -8 767 millions d'euros en 2007. Cette augmentation des charges de personnel (salaires et charges) de 1,2 % entre 2006 et 2007 est la résultante, i) d'une augmentation de 5,2 % au titre de l'évolution du coût unitaire moyen, partiellement compensée par ii) une baisse de -3,9 % au titre de l'effet volume, lié à la baisse de l'effectif moyen du Groupe, soit -7 544 employés (équivalent temps plein), et par iii) une baisse de -0,1 % au titre de l'effet de structure, traduisant l'écart entre le coût moyen et le coût réel constaté sur les flux d'entrées et de sorties du Groupe.

2.1.3 Marge brute opérationnelle

En **données historiques**, la MBO du groupe France Télécom est en progression de 3,1 % par rapport à 2006, soit 577 millions d'euros, à 19 116 millions d'euros en 2007. Entre les deux périodes, la progression de la MBO du Groupe intègre l'effet négatif des variations de change qui s'établit -63 millions d'euros, en partie compensé par l'impact favorable des variations de périmètre et autres variations, qui représente 10 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la MBO du Groupe progresse de 3,4 %, soit 630 millions d'euros, passant de 18 486 millions d'euros en 2006 à 19 116 millions d'euros en 2007. Cette augmentation s'explique :

- par la progression de 5,8 % de la MBO de SCP, tirée principalement par la hausse de 11,4 % de la MBO de SCP Reste du monde (soit 314 millions d'euros) et par l'augmentation de 17,1 % de la MBO de SCP Pologne (soit 122 millions d'euros). Cette augmentation reflète la forte croissance des activités de téléphonie mobile, soutenue par une progression dynamique du nombre de clients, ainsi que la maîtrise des charges opérationnelles comprises dans la MBO, notamment des achats externes et des charges de personnel (salaires et charges), qui progressent moins vite que le chiffre d'affaires ;
- et par l'augmentation de 2,1 % de la MBO de SCR, liée à la hausse de 8,9 % de la MBO de SCR France. Cette amélioration en France résulte de l'effet combiné de la diminution des charges opérationnelles comprises dans la MBO et de l'augmentation du chiffre d'affaires. La baisse des charges opérationnelles comprises dans la MBO s'explique principalement par la forte diminution des achats et reversements aux opérateurs (effet principalement de la baisse des prix des terminaisons d'appel). En sens inverse, l'évolution de la MBO de SCR entre les deux périodes est affectée principalement par la baisse de -18,2 % de la MBO de SCR

Pologne, en raison essentiellement du repli tendanciel des services téléphoniques classiques (abonnements et communications téléphoniques traditionnelles).

Ces évolutions sont toutefois en partie compensées par la baisse, en données à base comparable, de -5,1 % de la MBO de SCE entre 2006 et 2007, soit -72 millions d'euros. Cette baisse reflète la transformation du modèle économique de SCE avec, i) une pression à la baisse sur la marge des activités de réseau liée à une pression compétitive renforcée à l'international et à la transformation vers les solutions IP, et ii) la part croissante des activités de services.

In fine, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires s'élève à 36,1 % en 2007, soit une progression de 0,2 point par rapport à 2006 en données historiques comme en données à base comparable, dépassant ainsi l'objectif annoncé d'une quasi-stabilisation de ce ratio en 2007 par rapport à 2006.

2.2 DE LA MARGE BRUTE OPERATIONNELLE AU RESULTAT D'EXPLOITATION DU GROUPE

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
MBO	19 116	18 486	18 539	3,4 %	3,1 %
Participation des salariés	(359)	-	(346)	-	3,9 %
Rémunération en actions	(279)	-	(30)	-	ns
Dotations aux amortissements	(8 111)	(7 827)	(7 824)	3,6 %	3,7 %
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(26)	-	(2 800)	-	(99,1)%
Perte de valeur des immobilisations	(107)	-	(105)	-	2,3 %
Résultat de cession d'actifs	769	-	97	-	ns
Coût des restructurations	(208)	-	(567)	-	(63,3)%
Résultat des entités mises en équivalence	4	-	24	-	(82,8)%
Résultat d'exploitation	10 799	-	6 988	-	54,5 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

■ Rémunération en actions

(millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Rémunération en actions ⁽¹⁾		
Plans d'attribution gratuite d'actions ⁽²⁾	(149)	-
Offres réservées au personnel ⁽²⁾	(107)	-
Plans d'options sur titres	(23)	(30)
Total Groupe	(279)	(30)

(1) Voir notes 6 et 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

■ Dotation aux amortissements

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Dotation aux amortissements					
Services de Communication Personnels (SCP)	(4 456)	(4 082)	(4 183)	9,1 %	6,5 %
Services de Communication Résidentiels (SCR)	(3 238)	(3 351)	(3 241)	(3,4)%	(0,1)%
Services de Communication Entreprises (SCE)	(420)	(397)	(402)	5,6 %	4,3 %
Eliminations	3	3	2	-	-
Total Groupe	(8 111)	(7 827)	(7 824)	3,6 %	3,7 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

Rapportée au chiffre d'affaires, la dotation aux amortissements est en très légère hausse, passant de 15,1 % en 2006 en données historiques (15,2 % en données à base comparable), à 15,3 % en 2007.

En **données historiques**, la dotation aux amortissements augmente de 3,7 % entre 2006 et 2007, soit une charge supplémentaire de -287 millions d'euros.

En **données à base comparable**, la dotation aux amortissements augmente de 3,6 % (soit -284 millions d'euros) entre 2006 et 2007, et s'établit à -8 111 millions d'euros en 2007. Cette hausse résulte principalement de l'effet de l'amortissement accéléré de certaines immobilisations, notamment pour SCP France, et de l'augmentation de la dotation aux amortissements des bases de clients,

essentiellement en Espagne. Au-delà de ces effets, la fin de l'amortissement de certaines immobilisations entre 2006 et 2007 compense globalement l'effet de la hausse des dépenses d'investissements corporels et incorporels hors licences depuis 2004.

■ Perte de valeur des écarts d'acquisition

(millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Perte de valeur des écarts d'acquisition ⁽¹⁾		
SCP au Royaume-Uni	-	(2 350)
TP Group ⁽²⁾	-	(275)
SCP au Pays-Bas	-	(175)
Autres	(26)	-
Total Groupe	(26)	(2 800)

(1) Voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Sous-secteurs d'activité SCP Pologne et SCR Pologne.

En 2007, la perte de valeur des écarts d'acquisition est de -26 millions d'euros.

En 2006, la dépréciation enregistrée sur l'unité génératrice de trésorerie des Services de Communication Personnels au Royaume-Uni pour -2 350 millions d'euros résulte principalement de la modification du niveau d'appréciation du retour sur investissement des écarts d'acquisition. L'allocation des écarts d'acquisition de l'ancien sous-groupe Orange a significativement augmenté la valeur nette comptable des actifs de cette unité génératrice de trésorerie. La dépréciation de -175 millions d'euros constatée en 2006 sur les Services de Communication Personnels aux Pays-Bas est de même origine. Pour la Pologne, la dépréciation de -275 millions d'euros enregistrée en 2006 est fondée sur le business plan préparé par le management de la société et résulte d'un relèvement du taux d'actualisation porté à 11,3 % (contre 9,5 % pour le fixe et 10,5 % pour le mobile précédemment), pour tenir compte de l'incertitude générée par l'environnement réglementaire local, les taux de croissance à long terme restant par ailleurs inchangés, à 0 % pour les activités fixes et 3 % pour les activités mobiles (voir note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Résultat de cession d'actifs

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Résultat de cession d'actifs ⁽¹⁾		
Cession de Tower Participations (société détenant TDF) ⁽²⁾	307	-
Cession de 100 % des activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas ⁽²⁾	299	-
Cession de 20 % de Bluebirds Participations France (société détenant Eutelsat Communications) ⁽²⁾	104	-
Cession de 17,5 % de One GmbH (restructuration de la participation) ⁽²⁾	36	-
Cession de 20 % d'Ypso Holding (activités de réseaux câblés)	-	84
Cession de 100 % de France Telecom Mobile Satellite Communications (FTMSC)	-	10
Résultat de dilution	-	25
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	20	(24)
Autres	3	2
Total Groupe	769	97

(1) Voir notes 4 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

Le 11 octobre 2006, France Télécom a cédé l'intégralité de sa participation de 54 % dans PagesJaunes Groupe à Médiannuaire, filiale de Kohlberg Kraus Roberts & Co Ltd (KKR), pour 3 287 millions d'euros nets de frais de cession. En 2006, le résultat de cession, qui s'élève à 2 983 millions d'euros, est comptabilisé dans le résultat net des activités cédées (voir section 2.3.4 "Résultat net des activités cédées" et note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Coût des restructurations

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Coût des restructurations ⁽¹⁾		
Coûts de mobilité vers la sphère publique ⁽²⁾	(66)	(47)
Congés de fin de carrière ⁽³⁾	19	(280)
Cotisations au Comité d'entreprise au titre des congés de fin de carrière	-	(13)
Autres coûts de restructuration ⁽⁴⁾	(161)	(227)
Total Groupe	(208)	(567)

(1) Voir notes 9 et 28 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir également note 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Effet de la révision du taux d'actualisation en 2007. Voir également notes 2, 11 et 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

(4) Dont, i) en 2007, France Télécom S.A. pour -97 millions d'euros, et ii) en 2006, TP S.A. pour -74 millions d'euros et Orange au Royaume-Uni pour -39 millions d'euros.

■ Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du groupe France Télécom s'élève à 10 799 millions d'euros en 2007, contre 6 988 millions d'euros en 2006 en données historiques, soit une augmentation de 54,5 %. Cette hausse de 3 811 millions d'euros entre les deux périodes reflète principalement l'importance de la perte de valeur des écarts d'acquisition comptabilisée en 2006 (-2 800 millions d'euros, contre -26 millions d'euros en 2007), l'augmentation du résultat de cession d'actifs (672 millions d'euros) ainsi que la progression de la MBO (577 millions d'euros).

2.3 DU RESULTAT D'EXPLOITATION AU RESULTAT NET DU GROUPE

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Résultat d'exploitation	10 799	6 988
Charges financières nettes	(2 521)	(3 155)
Gain (perte) de change	(4)	26
Effet d'actualisation	(125)	(122)
Résultat financier	(2 650)	(3 251)
Impôt sur les sociétés	(1 330)	(2 180)
Résultat net des activités poursuivies	6 819	1 557
Résultat net des activités cédées	-	3 211
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 819	4 768
Résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A.	6 300	4 139
Intérêts minoritaires	519	629

2.3.1 Résultat financier

Le résultat financier s'élève à -2 650 millions d'euros en 2007, en amélioration de 601 millions d'euros par rapport à 2006 (-3 251 millions d'euros). Cette amélioration résulte de la baisse des charges financières nettes, soit un gain de 634 millions d'euros entre 2006 et 2007, en partie compensée par l'évolution défavorable du résultat de change (-30 millions d'euros) entre les deux exercices.

La politique de France Télécom n'est pas d'utiliser les instruments financiers dérivés à des fins spéculatives (voir section 4.3.3 "Exposition aux risques de marché et instruments financiers" et note 24 de l'annexe aux comptes consolidés). De même, en termes de placements, France Télécom a une politique de gestion prudente. Le rendement des placements de France Télécom S.A. s'établit à EONIA capitalisé + 11 points de base en 2007 (contre EONIA capitalisé + 4 points de base en 2006).

■ Indicateurs relatifs aux charges financières nettes

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006 données historiques	Ecart données historiques
Charges financières nettes	(2 521)	(3 155)	634
Endettement financier net en fin de période ⁽¹⁾	37 980	42 017	(4 037)
Encours moyen de l'endettement financier net sur la période	37 884	44 402	(6 518)
Coût moyen pondéré de l'endettement financier net	6,46 %	5,91 %	-

(1) Voir section 5.6 "Glossaire financier" et note 20 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le coût moyen pondéré de l'endettement financier net est calculé en rapportant les charges financières nettes, diminuées des éléments exceptionnels et non courants, à l'encours moyen calculé à partir de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus et les dettes liées aux engagements d'achat d'intérêts minoritaires.

L'évolution de l'endettement financier net de France Télécom est décrite à la section 4.3 "Endettement financier et ressources de financement".

■ Évolution des charges financières nettes

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
Charges financières nettes de l'exercice 2006 (données historiques)	(3 155)	
Facteurs de diminution :		
Diminution de l'encours moyen de l'endettement financier net	385	
Diminution de la variation de la juste valeur de la garantie de prix donnée aux actionnaires minoritaires de FT España (nul en 2007 contre -258 millions d'euros en 2006) ⁽¹⁾	258	
Ajustement de la juste valeur d'un emprunt obligataire (élément spécifique à l'exercice 2006) ⁽²⁾	189	
Facteurs d'augmentation :		
Augmentation du coût moyen pondéré de l'endettement financier net	(208)	
Autres éléments	10	
Charges financières nettes de l'exercice 2007	(2 521)	

(1) Voir notes 10, 20 et 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir note 10 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.3.2 Impôt sur les sociétés

(millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006
		données historiques
Impôt sur les sociétés ⁽¹⁾		
Impôts courants	(609)	(591)
Impôts différés	(721)	(1 589)
Total Groupe	(1 330)	(2 180)

(1) Voir note 11 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'impôt sur les sociétés représente une charge de -1 330 millions d'euros en 2007, contre une charge de -2 180 millions d'euros en 2006, compte tenu essentiellement de la baisse de 868 millions d'euros de la charge d'impôt différé du Groupe. Cette baisse résulte principalement de la diminution de 756 millions d'euros de la charge d'impôt différé du groupe d'intégration fiscale France entre 2006 et 2007 (voir note 11 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.3.3 Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 6 819 millions d'euros en 2007, contre 1 557 millions d'euros en 2006. Cette hausse de 5 262 millions d'euros entre les deux périodes reflète la progression du résultat d'exploitation (3 811 millions d'euros), la diminution de la charge d'impôt sur les sociétés (850 millions d'euros) ainsi que l'amélioration du résultat financier (601 millions d'euros).

2.3.4 Résultat net des activités cédées

Aucun résultat net des activités cédées n'a été comptabilisé en 2007. En 2006, le résultat net des activités cédées, soit 3 211 millions d'euros comprenait, d'une part, le résultat de cession de l'intégralité des titres de PagesJaunes Groupe, qui s'élève à 2 983 millions d'euros, et d'autre part, le résultat net de PagesJaunes Groupe avant sa cession, soit 228 millions d'euros (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

2.3.5 Résultat net de l'ensemble consolidé

Le résultat net de l'ensemble consolidé du groupe France Télécom s'établit à 6 819 millions d'euros en 2007, contre 4 768 millions d'euros en 2006, soit une hausse de 2 051 millions d'euros. L'augmentation du résultat net des activités poursuivies entre les deux périodes (5 262 millions d'euros) explique cette progression, en partie compensée par l'absence de résultat net des activités cédées en 2007 (contre 3 211 millions d'euros en 2006, suite à la comptabilisation du résultat de cession de 54 % de PagesJaunes Groupe).

Les intérêts minoritaires s'élèvent à 519 millions d'euros en 2007 contre 629 millions d'euros en 2006.

Après prise en compte des intérêts minoritaires, le résultat net attribuable aux actionnaires de France Télécom S.A. passe de 4 139 millions d'euros en 2006 à 6 300 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 2 161 millions d'euros.

2.4 DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU GROUPE

2.4.1 Dépenses d'investissement

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
CAPEX ^{(2) (3)}	6 979	6 721	6 732	3,8 %	3,7 %
CAPEX / Chiffre d'affaires	13,2 %	13,0 %	13,0 %		
Licences de télécommunication ⁽³⁾	85	283	283	(70,0)%	(70,0)%
Investissements financiers ⁽²⁾	1 117	-	255	-	ns

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(3) Voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.4.1.1 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication

En données à base comparable, l'augmentation de 3,8 % des investissements corporels et incorporels hors licences (voir section 5.6 "Glossaire financier") entre 2006 et 2007 s'explique par la hausse des dépenses d'investissement des marchés en croissance, qui progressent de 285 millions d'euros entre 2006 et 2007.

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
CAPEX					
Services de Communication Personnels (SCP)	3 493	3 413	3 581	2,4 %	(2,5)%
Services de Communication Résidentiels (SCR)	3 080	2 879	2 721	7,0 %	13,2 %
Services de Communication Entreprises (SCE)	406	429	430	(5,3)%	(5,5)%
Total Groupe	6 979	6 721	6 732	3,8 %	3,7 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

En 2007, le ratio d'investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires s'établit à 13,2 % (contre 13,0 % en 2006, en données historiques comme en données à base comparable), en liaison avec l'objectif annoncé d'un maintien de ce ratio en 2007 au niveau de l'exercice 2006.

En **données historiques**, l'augmentation des investissements corporels et incorporels hors licences de 3,7 % entre 2006 et 2007, soit 247 millions d'euros, intègre l'effet des variations de change, qui s'élève à -17 millions d'euros, en partie compensé par l'impact des variations de périmètre et autres variations, qui s'établit à 6 millions d'euros entre les deux périodes.

En **données à base comparable**, la hausse des investissements corporels et incorporels hors licences atteint 3,8 % entre 2006 et 2007, soit 258 millions d'euros. Cette augmentation résulte essentiellement :

- de la progression des investissements dans les filiales mobiles de SCP Reste du monde, principalement dans les réseaux mobiles (en hausse de 160 millions d'euros), en lien avec la forte croissance de ces filiales ;
- de l'augmentation de 140 millions d'euros des investissements informatiques du Groupe, relatifs en grande partie au domaine client et facturation ;
- et de la hausse de 64 millions d'euros des investissements de SCR France dans les réseaux fixes (équipements relatifs, d'une part, à la transmission afin de faire face à l'augmentation des débits, et d'autre part, au développement de l'offre de télévision numérique sur ADSL).

En sens inverse, les investissements dans les réseaux mobiles sont en baisse de -180 millions d'euros en France, au Royaume-Uni et en Espagne, en raison de l'achèvement des réseaux dans ces pays.

2.4.1.2 Licences de télécommunication

(millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
Licences de télécommunication		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
Orange Niger ⁽²⁾	48	-	-	-	-
Orange Guinée ⁽²⁾	20	-	-	-	-
Orange Centrafrique ⁽²⁾	9	-	-	-	-
Orange Bissau ⁽²⁾	5	-	-	-	-
Orange France ⁽³⁾	-	281	281	-	-
Autres	3	2	2	50,0 %	50,0 %
Total Groupe	85	283	283	(70,0)%	(70,0)%

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

(3) Montant actualisé de la part fixe du renouvellement de la licence GSM d'Orange France pour 15 ans.

2.4.1.3 Investissements financiers

Les investissements financiers (voir section 5.6 "Glossaire financier" et note 4 de l'annexe aux comptes consolidés) sont décrits à la section 4.1 "Situation et flux de trésorerie".

2.4.2 Engagements d'investissement

Les engagements d'investissement sont décrits dans la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

2.4.3 Projets d'investissement

■ FTTH

Après l'achèvement de la phase pilote, France Télécom a engagé en 2007 la phase de pré-déploiement de son réseau Très Haut Débit en France. La décision d'un déploiement à large échelle du Très Haut Débit à partir de 2009 devrait intervenir courant 2008 en fonction des conditions réglementaires et de marché, la stratégie du Groupe en matière de fibre optique étant d'investir là où l'usage client le justifie.

La phase pilote du plan FTTH (*Fiber To The Home*), menée avec succès en 2006, a conforté France Télécom dans ses choix technologiques. Cette phase a permis en particulier au Groupe de mieux cerner les modalités pratiques d'un déploiement optimal de la fibre optique, d'éprouver ses choix technologiques et de qualifier les besoins de ses clients.

La phase de pré-déploiement, qui s'étend sur 2007 et 2008, vise à raccorder à la fibre optique entre 150 000 et 200 000 clients sur une base de plus d'un million de clients raccordables fin 2008. Les investissements cumulés pour la période 2007 - 2008 sont évalués à 270 millions d'euros, et s'inscrivent dans les orientations du plan "NEXt" (Nouvelle Expérience des Télécommunications).

La phase de déploiement Grand Public de ce projet est prévue à partir de 2009. Le développement d'un marché de masse du Très Haut Débit va en effet nécessiter une adaptation du secteur de l'équipement, des opérateurs et fournisseurs de services et de contenu. Le Groupe estime donc qu'il faudra au moins deux ans pour que ce mouvement aboutisse et permette au Très Haut Débit de devenir un marché grand public de masse. Dans un environnement réglementaire en bonne voie de clarification, Orange pourrait ainsi développer pour ses clients des services Très Haut Débit créateurs de valeur pour le Groupe.

■ HSPDA

Le HSDPA (*High Speed Downlink Packet Access*) souvent appelé 3G+ est une évolution de l'UMTS (aussi appelé 3G), qui permet d'accroître les débits descendants vers le terminal. Le déploiement a été lancé en France en septembre 2006, et couvre fin 2007 66 % de la population correspondant à la couverture UMTS. La technologie HSDPA améliore l'usage client en termes de débit et diminue le coût / Mbit dans les zones à forte demande. Le déploiement est également engagé en Slovaquie, en Belgique, en Espagne, en Pologne et au Royaume-Uni.

■ IMS

Après l'infrastructure NGN (*Next Generation Network*, infrastructure opérant une séparation des fonctions de transport et de commande des réseaux et services) déployée en France depuis 2004 pour porter les offres "Voix sur IP", France Télécom entend aujourd'hui

déployer une architecture de commande des réseaux et services basée sur l'IMS (*IP Multimedia Subsystem*). Cette architecture IMS, qui tire parti d'un effort important de normalisation, autorise la convergence progressive des réseaux fixes et mobiles et permet un déploiement plus rapide des services. L'implémentation d'un NGN doté de l'IMS commencera au second semestre 2008 en Espagne.

Le déploiement de l'IMS nécessitera des investissements nouveaux. Le partage d'un cœur IMS commun entre les réseaux fixes et mobiles, pour tous les services aux clients résidentiels et entreprises, devrait créer les conditions d'économies de charges et d'investissements pour le développement des services.

Ces différents projets d'investissement s'inscrivent dans la stratégie d'ensemble du Groupe, tout en étant compatibles avec l'objectif d'un ratio d'investissements corporels et incorporels hors licences rapportés au chiffre d'affaires d'environ 13 %.

3. ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE

■ Présentation des secteurs d'activité

L'organisation managériale opérationnelle de France Télécom s'articule autour, i) de lignes de métier (personnel, résidentiel, entreprise), et ii) d'équipes de direction intégrées au niveau des pays. Dans ce contexte et conformément aux dispositions de la norme IAS 14 "Information sectorielle", le Groupe a retenu comme premier niveau de l'information sectorielle les trois secteurs d'activité suivants :

- le secteur d'activité "**Services de Communication Personnels**" (désigné ci-après "SCP") regroupe les activités de services mobiles de télécommunication en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Pologne et dans le Reste du monde. Il comprend l'intégralité des filiales d'Orange, ainsi que les activités de téléphonie mobile de FT España en Espagne, de TP Group en Pologne (avec sa filiale PTK Centertel) et des autres sociétés du Groupe à l'international ;
- le secteur d'activité "**Services de Communication Résidentiels**" (désigné ci-après "SCR") rassemble les activités de services fixes de télécommunication (téléphonie fixe, services Internet, services aux opérateurs) en France, en Pologne et dans le Reste du monde, ainsi que les activités de la distribution et des fonctions supports fournis aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom ;
- le secteur d'activité "**Services de Communication Entreprises**" (désigné ci-après "SCE") regroupe les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde.

Les secteurs d'activité retenus par le Groupe s'appuient sur leurs ressources propres et peuvent partager certaines ressources, notamment en matière de réseaux et de systèmes d'information, de recherche et développement, de réseaux de distribution et d'autres expertises communes (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

■ Cession de PagesJaunes Groupe

Du fait de la cession par France Télécom de PagesJaunes Groupe annoncée le 26 juillet 2006 et finalisée le 11 octobre 2006, PagesJaunes Groupe a été considéré comme une activité cédée en application de la norme IFRS 5 sur l'exercice 2006. Les principaux effets liés à la cession de PagesJaunes Groupe, le compte de résultat condensé de PagesJaunes Groupe ainsi que les flux nets de trésorerie relatifs à PagesJaunes Groupe sont décrits dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(en millions d'euros)

Exercices clos le 31 décembre

	SCP	SCR	SCE	Eliminations et non alloués	Total Groupe
2007					
Chiffre d'affaires	29 119	22 671	7 721	(6 552)	52 959
externe	28 144	17 548	7 267	-	52 959
inter-secteurs d'activité	975	5 123	454	(6 552)	-
MBO	9 977	7 799	1 343	(3)	19 116
Participation des salariés	(65)	(268)	(26)	-	(359)
Rémunération en actions	(18)	(232)	(29)	-	(279)
Dotation aux amortissements	(4 456)	(3 238)	(420)	3	(8 111)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	(26)	-	-	(26)
Perte de valeur des immobilisations	(8)	(6)	(93)	-	(107)
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	769	769
Coût des restructurations	(27)	(153)	(28)	-	(208)
Résultat des entités mises en équivalence	4	-	-	-	4
Résultat d'exploitation					10 799
alloué par secteur d'activité	5 407	3 876	747	-	10 030
non allouable	-	-	-	769	769
CAPEX	3 493	3 080	406	-	6 979
Licences de télécommunication	85	-	-	-	85
Nombre moyen d'employés	35 427	129 168	19 204	-	183 799
2006 (données à base comparable) ⁽¹⁾					
Chiffre d'affaires	27 538	22 725	7 689	(6 411)	51 541
externe	26 553	17 733	7 255	-	51 541
inter-secteurs d'activité	985	4 992	434	(6 411)	-
MBO	9 434	7 641	1 414	(3)	18 486
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Rémunération en actions	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements	(4 082)	(3 351)	(397)	3	(7 827)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Perte de valeur des immobilisations	-	-	-	-	-
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	-	-
Coût des restructurations	-	-	-	-	-
Résultat des entités mises en équivalence	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation					-
alloué par secteur d'activité	-	-	-	-	-
non allouable	-	-	-	-	-
CAPEX	3 413	2 879	429	-	6 721
Licences de télécommunication	283	-	-	-	283
Nombre moyen d'employés	35 608	137 004	18 731	-	191 343
2006 (données historiques)					
Chiffre d'affaires	27 745	22 487	7 652	(6 182)	51 702
externe	26 770	17 701	7 231	-	51 702
inter-secteurs d'activité	975	4 786	421	(6 182)	-
MBO	9 686	7 265	1 590	(2)	18 539
Participation des salariés	(71)	(252)	(23)	-	(346)
Rémunération en actions	(13)	(14)	(3)	-	(30)
Dotation aux amortissements	(4 183)	(3 241)	(402)	2	(7 824)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(2 525)	(275)	-	-	(2 800)
Perte de valeur des immobilisations	(31)	(72)	(2)	-	(105)
Résultat de cession d'actifs	-	-	-	97	97
Coût des restructurations	(68)	(474)	(25)	-	(567)
Résultat des entités mises en équivalence	-	24	-	-	24
Résultat d'exploitation					6 988
alloué par secteur d'activité	2 795	2 961	1 135	-	6 891
non allouable	-	-	-	97	97
CAPEX	3 581	2 721	430	-	6 732
Licences de télécommunication	283	-	-	-	283
Nombre moyen d'employés	37 214	134 447	17 367	-	189 028

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

3.1 SERVICES DE COMMUNICATION PERSONNELS (SCP)

(en millions d'euros)

Exercices clos le 31 décembre

Services de Communication Personnels (SCP)	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
SCP					
Chiffre d'affaires	29 119	27 538	27 745	5,7 %	5,0 %
MBO	9 977	9 434	9 686	5,8 %	3,0 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>34,3 %</i>	<i>34,3 %</i>	<i>34,9 %</i>		
CAPEX	3 493	3 413	3 581	2,4 %	(2,5)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>12,0 %</i>	<i>12,4 %</i>	<i>12,9 %</i>		
Licences de télécommunication	85	283	283	(70,1)%	(70,1)%
Nombre moyen d'employés	35 427	35 608	37 214	(0,5)%	(4,8)%
SCP France					
Chiffre d'affaires	9 998	9 885	9 882	1,1 %	1,2 %
MBO	3 861	3 742	3 831	3,2 %	0,8 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>38,6 %</i>	<i>37,9 %</i>	<i>38,8 %</i>		
CAPEX	805	900	1 011	(10,6)%	(20,4)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>8,0 %</i>	<i>9,1 %</i>	<i>10,2 %</i>		
Licences de télécommunication	-	281	281	-	-
Nombre moyen d'employés	5 372	5 689	7 006	(5,6)%	(23,3)%
SCP Royaume-Uni					
Chiffre d'affaires	6 217	5 863	5 874	6,0 %	5,8 %
MBO	1 408	1 378	1 374	2,2 %	2,4 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>22,6 %</i>	<i>23,5 %</i>	<i>23,4 %</i>		
CAPEX	501	476	481	5,3 %	4,0 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>8,1 %</i>	<i>8,1 %</i>	<i>8,2 %</i>		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	11 035	11 542	11 583	(4,4)%	(4,7)%
SCP Espagne					
Chiffre d'affaires	3 404	3 315	3 353	2,7 %	1,5 %
MBO	805	846	932	(4,9)%	(13,6)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>23,6 %</i>	<i>25,5 %</i>	<i>27,8 %</i>		
CAPEX	464	554	554	(16,1)%	(16,1)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>13,6 %</i>	<i>16,7 %</i>	<i>16,5 %</i>		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	1 888	2 080	2 080	(9,2)%	(9,2)%
SCP Pologne					
Chiffre d'affaires	2 133	1 992	1 934	7,1 %	10,3 %
MBO	834	712	691	17,1 %	20,6 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>39,1 %</i>	<i>35,7 %</i>	<i>35,7 %</i>		
CAPEX	335	289	281	15,6 %	19,0 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>15,7 %</i>	<i>14,5 %</i>	<i>14,5 %</i>		
Licences de télécommunication	-	-	-	-	-
Nombre moyen d'employés	3 206	3 161	3 161	1,4 %	1,4 %
SCP Reste du monde					
Chiffre d'affaires	7 550	6 701	6 920	12,7 %	9,1 %
MBO	3 071	2 756	2 857	11,4 %	7,5 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>40,7 %</i>	<i>41,1 %</i>	<i>41,3 %</i>		
CAPEX	1 389	1 194	1 254	16,3 %	10,7 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>18,4 %</i>	<i>17,8 %</i>	<i>18,1 %</i>		
Licences de télécommunication	85	2	2	na	na
Nombre moyen d'employés	13 926	13 137	13 384	6,0 %	4,0 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

Le secteur d'activité SCP regroupe les activités de services mobiles de télécommunication en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Pologne et dans le Reste du monde. Il comporte cinq sous-secteurs d'activité : i) le sous-secteur d'activité SCP France, ii) le sous-secteur d'activité SCP Royaume-Uni, iii) le sous-secteur d'activité SCP Espagne, constitué des activités mobiles de FT España, iv) le sous-secteur d'activité SCP Pologne, avec la filiale PTK Centertel, et v) le sous-secteur d'activité SCP Reste du monde, qui comprend les filiales internationales hors France, Royaume-Uni, Espagne et Pologne, à savoir principalement en Belgique, en Moldavie, en Roumanie, en Slovaquie, en Suisse, ainsi que, hors d'Europe, en Egypte, en Jordanie, au Botswana, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Guinée-Bissau, en Guinée Equatoriale, à l'île Maurice, à Madagascar, au Mali, au Sénégal, en République de Centrafrique

et en République Dominicaine.

En octobre 2007, France Télécom a cédé les activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas (voir section 1. "Vue d'ensemble" et note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

3.1.1 Chiffre d'affaires - SCP

■ Chiffre d'affaires - SCP France

SCP France	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	9 998	9 885	9 882	1,1 %	1,2 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	24 226	23 270	23 268	4,1 %	4,1 %
dont Nombre de forfaits ⁽³⁾	15 699	14 716	14 714	6,7 %	6,7 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽³⁾	8 527	8 554	8 554	(0,3)%	(0,3)%
dont Nombre de clients haut débit ⁽³⁾	7 407	3 595	3 595	106,0 %	106,0 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	398	410	410	(2,9)%	(2,9)%
AUPU ⁽⁴⁾ (en minutes)	198	189	189	4,6 %	4,6 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

En **données historiques** comme en **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de SCP France affiche une croissance (progression de 1,1 % en données à base comparable et de 1,2 % en données historiques) entre 2006 et 2007, liée à la progression de 0,9 % du chiffre d'affaires du réseau (voir section 5.6 "Glossaire financier") à laquelle contribue de manière significative le développement du chiffre d'affaires réalisé avec les MVNO (opérateurs de réseaux mobiles virtuels).

Hors impact de la baisse du prix des terminaisons d'appel et de la baisse des tarifs de *roaming* (itinérance), le chiffre d'affaires progresse de 4,9 % en 2007 par rapport à 2006. Cette progression est due :

- pour une large part, à la hausse sensible du nombre total de clients, en progression de 4,1 % pour atteindre près de 24,2 millions de clients au 31 décembre 2007, et à la progression de la part des forfaits dans le nombre total de clients qui s'établit à 64,8 % au 31 décembre 2007 contre 63,2 % un an auparavant ;
- et à l'augmentation de 14 % du chiffre d'affaires des services "non-voix" (voir section 5.6 "Glossaire financier"). La part du chiffre d'affaires des services "non-voix" dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 17,3 % en 2007 contre 15,3 % en 2006.

La consommation moyenne par client, l'AUPU (voir section 5.6 "Glossaire financier"), est en augmentation de 4,6 % au 31 décembre 2007.

Le chiffre d'affaires annuel moyen par client, l'ARPU (voir section 5.6 "Glossaire financier"), diminue de -2,9 % au 31 décembre 2007, cette baisse correspondant essentiellement à l'impact défavorable, d'une part, de la baisse du prix des terminaisons d'appel de la "voix" et des messages texte (SMS), et d'autre part, de la baisse des tarifs de *roaming* (itinérance). Hors cet impact, l'ARPU progresse de 0,9 %.

■ Chiffre d'affaires - SCP Royaume-Uni

SCP Royaume-Uni	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	6 217	5 863	5 874	6,0 %	5,8 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	15 642	15 333	15 333	2,0 %	2,0 %
dont Nombre de forfaits ⁽³⁾	5 610	4 968	4 968	12,9 %	12,9 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽³⁾	10 032	10 365	10 365	(3,2)%	(3,2)%
dont Nombre de clients haut débit ⁽³⁾	1 798	931	931	93,1 %	93,1 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en livres sterling)	265	257	257	3,1 %	3,1 %
AUPU ⁽⁴⁾ (en minutes)	160	147	147	8,8 %	8,8 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCP Royaume-Uni progresse de 5,8 % par rapport en 2006, pour s'établir à 6 217 millions d'euros en 2007. Cette évolution est principalement le fait de la croissance intrinsèque de l'activité de SCP Royaume-Uni.

En **données à base comparable**, la croissance du chiffre d'affaires de SCP Royaume-Uni est de 6,0 % dans la comparaison des deux périodes. Le chiffre d'affaires hors chiffre d'affaires des équipements (voir section 5.6 "Glossaire financier") augmente de 6,5 %, en raison :

- de l'augmentation de 2,0 % du nombre total de clients entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 (soit près de 0,31 million de clients supplémentaires entre les deux périodes) avec 15,64 millions de clients au 31 décembre 2007, contre 15,33 millions un an plus tôt. Cette hausse est tirée par l'augmentation de 12,9 % du nombre de forfaits (0,64 million de clients supplémentaires entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007), dont la part dans le nombre total de clients progresse et s'établit à 35,9 % au 31 décembre 2007, contre 32,4 % au 31 décembre 2006 ;
- de la forte croissance du chiffre d'affaires des services "non-voix", générée par la hausse de la consommation de messages multimédia (MMS) et des services de données. La part du chiffre d'affaires des services "non-voix" dans le chiffre d'affaires du réseau s'élève à 21,7 % en 2007 contre 20,2 % en 2006 ;
- et de la croissance du trafic "voix", l'AUPU étant en augmentation de 8,8 % au 31 décembre 2007 par rapport au 31 décembre 2006.

■ Chiffre d'affaires - SCP Espagne

SCP Espagne	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	3 404	3 315	3 353	2,7 %	1,5 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	11 091	10 614	11 114	4,5 %	(0,2)%
dont Nombre de forfaits ⁽³⁾	5 956	5 420	5 420	9,9 %	9,9 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽³⁾	5 135	5 195	5 695	(1,2)%	(9,8)%
dont Nombre de clients haut débit ⁽³⁾	1 605	422	422	na	na
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	303	308	301	(1,6)%	0,7 %
AUPU ⁽⁴⁾ (en minutes)	145	132	128	9,8 %	13,3 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

En **données à base comparable**, la croissance de 2,7 % du chiffre d'affaires de SCP Espagne entre 2006 et 2007 résulte essentiellement de la progression de 4,5 % en données à base comparable (hors effet des 500 000 clients inactifs retirés du nombre d'offres prépayées en 2007) du nombre total de clients qui atteint plus de 11 millions de clients au 31 décembre 2007, et cela malgré l'impact de la fin de l'accord avec Euskaltel. La stratégie, menée par SCP Espagne et centrée sur les clients à forte valeur, se traduit par la forte croissance de 9,9 % du nombre de forfaits alors que le nombre d'offres prépayées affiche une légère baisse en données à base comparable entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007.

Parallèlement, le nombre de clients haut débit a été multiplié par près de quatre par rapport au 31 décembre 2006, pour s'établir à 1,605 millions de clients au 31 décembre 2007.

La moindre croissance du chiffre d'affaires par rapport à celle du nombre de forfaits au cours de l'année 2007 s'explique par la diminution de l'ARPU, due à la réduction des tarifs et à l'impact négatif de la baisse du prix des terminaisons d'appel et de la baisse des tarifs de *roaming* (itinérance), que compense en partie la hausse de l'AUPU. Celui-ci est en augmentation de 13,3 % au 31 décembre 2007, favorisé par la stratégie de valeur menée par SCP Espagne et par la baisse du prix moyen des appels sortants.

■ Chiffre d'affaires - SCP Pologne

SCP Pologne	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	2 133	1 992	1 934	7,1 %	10,3 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	14 158	12 521	12 521	13,1 %	13,1 %
dont Nombre de forfaits ⁽³⁾	5 556	4 803	4 803	15,7 %	15,7 %
dont Nombre d'offres prépayées ⁽³⁾	8 603	7 719	7 719	11,5 %	11,5 %
dont Nombre de clients haut débit ⁽³⁾	223	81	81	175,3 %	175,3 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en zlotys)	592	657	657	(9,9)%	(9,9)%
AUPU ⁽⁴⁾ (en minutes)	101	95	95	6,3 %	6,3 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCP Pologne enregistre une progression de 10,3 % entre 2006 et 2007 pour atteindre 2 133 millions d'euros en 2007. Cette progression intègre notamment l'impact positif des variations de change (58 millions d'euros).

En **données à base comparable**, la croissance soutenue de 7,1 % du chiffre d'affaires est générée par la forte progression de 13,1 % du nombre des clients de PTK Centertel par rapport au 31 décembre 2006 (avec près de 14,2 millions de clients au 31 décembre 2007) et par la hausse de 6,3 % de l'AUPU, tirée par les nouvelles offres d'abondance. En sens inverse, la baisse de -9,9 % de l'ARPU entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007 résulte principalement de la baisse du tarif des prix des appels sortants, liée à ces nouvelles offres d'abondance.

PTK Centertel, qui a adopté la marque Orange en septembre 2005, renforce sa position concurrentielle avec plus de 1,6 millions de clients supplémentaires au 31 décembre 2007.

■ Chiffre d'affaires - SCP Reste du monde

SCP Reste du monde	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Belgique					
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	1 494	1 549	1 549	(3,6)%	(3,6)%
Nombre total de clients ⁽³⁾	3 284	3 139	3 139	4,6 %	4,6 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	414	-	464	-	(10,8)%
Roumanie					
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	1 234	992	1 082	24,3 %	14,0 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	9 813	8 043	8 043	22,0 %	22,0 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	130	-	138	-	(5,8)%
Suisse					
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	816	833	867	(2,0)%	(5,9)%
Nombre total de clients ⁽³⁾	1 510	1 395	1 395	8,2 %	8,2 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	504	-	606	-	(16,8)%
Egypte					
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	757	587	630	28,9 %	20,2 %
Nombre total de clients (à 71,25 %) ⁽³⁾	10 771	6 603	6 603	63,1 %	63,1 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	84	-	112	-	(25,0)%
Slovaquie					
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	744	708	643	5,0 %	15,6 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	2 864	2 691	2 691	6,4 %	6,4 %
ARPU ⁽⁴⁾ (en euros)	252	-	234	-	7,7 %
Autres filiales ⁽⁵⁾					
Chiffre d'affaires ⁽⁶⁾	2 506	2 032	2 148	23,3 %	16,7 %
Nombre total de clients ⁽³⁾	16 303	11 479	13 526	42,0 %	20,5 %
Total					
Chiffre d'affaires ^{(2) (7)}	7 550	6 701	6 920	12,7 %	9,1 %
Nombre total de clients ^{(3) (7)}	44 545	33 350	35 397	33,6 %	25,8 %
dont Nombre de clients haut débit ⁽³⁾	1 939	742	742	161,3 %	161,3 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(5) Les autres filiales incluent notamment les filiales du Botswana, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Equatoriale, de la Guinée-

- Bissau, de l'île Maurice, de la Jordanie, de Madagascar, du Mali, de la Moldavie, de la République Dominicaine, de la République de Centrafrique et du Sénégal.
- (6) En millions d'euros. Comprend le chiffre d'affaires des autres filiales et les éliminations.
- (7) Cession des activités mobiles d'Orange aux Pays-Bas le 1^{er} octobre 2007.

En **données historiques**, la croissance de 9,1 % du chiffre d'affaires de SCP Reste du monde entre 2006 et 2007 intègre notamment l'impact négatif, i) des variations de change, essentiellement liées au dollar américain, et ii) des variations de périmètre relatives à la cession des activités mobiles d'Orange aux Pays-Bas le 1^{er} octobre 2007, prenant effet le 1^{er} octobre 2006 dans les données à base comparable, compensé en partie par l'effet positif de l'intégration en consolidation globale de la société Mobilecom en Jordanie le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la progression de 12,7 % du chiffre d'affaires entre les deux périodes résulte principalement de l'augmentation globale du nombre de clients et de la forte croissance de l'activité dans les pays émergents, notamment en Roumanie, en Egypte, au Sénégal et au Mali et en République Dominicaine. Cette évolution est partiellement compensée par l'impact négatif de la baisse du prix des terminaisons d'appels et de la baisse des tarifs de *roaming* (itinérance) sur la croissance du chiffre d'affaires et de l'ARPU dans les pays européens, en particulier en Belgique et en Suisse.

3.1.2 Marge brute opérationnelle - SCP

En **données historiques**, la MBO de SCP affiche une augmentation de 3,0 % en 2007 par rapport à 2006 pour s'établir à 9 977 millions d'euros. Cette hausse intègre principalement l'impact des variations de périmètre et autres variations relatives, i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, ii) à la cession des activités mobiles d'Orange aux Pays-Bas le 1^{er} octobre 2007, prenant effet le 1^{er} octobre 2006 dans les données à base comparable, et iii) à l'intégration en consolidation globale de la société Mobilecom en Jordanie le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la MBO de SCP progresse de 5,8 % entre les deux périodes. Cette progression de 544 millions d'euros s'explique essentiellement :

- par la croissance de 11,4 % de la MBO de SCP Reste du monde en 2007 par rapport à 2006, soit 314 millions d'euros. Cette progression est liée essentiellement à la croissance du chiffre d'affaires, principalement dans les pays émergents, que compense en partie la hausse des charges opérationnelles comprises dans la MBO tirée, i) par la hausse des achats et reversements aux opérateurs du fait de la croissance du trafic, ii) par l'augmentation des charges commerciales, induit par la croissance globale du nombre de clients, et iii) par le lancement des opérations en Guinée-Bissau, en Guinée et en République de Centrafrique ;
- par la progression de 17,1 % de la MBO de SCP Pologne entre 2006 et 2007, qui représente une amélioration de 122 millions d'euros. Cette hausse est générée principalement par la croissance du chiffre d'affaires, compensée en partie par la hausse de 1,5 % des charges opérationnelles comprises dans la MBO liée principalement à l'augmentation des charges commerciales pour soutenir la croissance ;
- par la hausse de 3,2 % de la MBO de SCP France dans la comparaison des deux périodes. Cette croissance de 119 millions d'euros reflète essentiellement la progression du chiffre d'affaires, et dans une moindre mesure la diminution de -0,1 % des charges opérationnelles comprises dans la MBO. Cette légère baisse traduit d'une part, la bonne maîtrise des coûts de gestion, et d'autre part, l'effet favorable de la baisse du prix des terminaisons d'appel sur les terminaisons nationales, que vient compenser la progression des charges commerciales dans un contexte de forte concurrence ainsi que la hausse des coûts liés au développement du réseau haut débit. La hausse des charges commerciales reflète les efforts réalisés pour la fidélisation de nos clients dans un contexte fortement concurrentiel, efforts récompensés par une croissance de 4,1 % du nombre total de clients entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007. En parallèle le nombre de clients aux services haut débit mobile est en très forte progression, s'établissant à plus de 7,4 millions de clients au 31 décembre 2007 ;
- et par l'augmentation de 2,2 % de la MBO de SCP Royaume-Uni entre les deux périodes, soit une augmentation de 30 millions d'euros. Cette hausse est générée principalement par la croissance du chiffre d'affaires, compensée en partie par la hausse des charges opérationnelles comprises dans la MBO en raison notamment de l'augmentation des achats et reversements aux opérateurs, liée aux offres d'abondance qui génèrent une hausse du trafic inter-opérateurs et la croissance de l'utilisation des messages textes (SMS).

Ces hausses sont partiellement compensées par la baisse de -4,9 % ou -41 millions d'euros de la MBO de SCP Espagne, qui provient notamment, i) de l'impact négatif de la baisse du prix des terminaisons d'appels et de la baisse des tarifs de *roaming* (itinérance) sur la croissance du chiffre d'affaires, et ii) de la hausse des achats et reversements aux opérateurs liée à la hausse du trafic.

3.1.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCP

En **données historiques**, les investissements corporels et incorporels hors licences de SCP enregistrent une baisse de -2,5 % pour atteindre 3 493 millions d'euros en 2007, contre 3 581 millions d'euros en 2006. Cette diminution intègre notamment l'impact des variations de périmètre et autres variations relatives, i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, ii) à la cession des activités mobiles d'Orange aux Pays-Bas le 1^{er} octobre 2007, prenant effet le 1^{er} octobre 2006 dans les données à base comparable, et iii) à l'intégration en consolidation globale de la société Mobilecom en Jordanie le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la croissance de 2,4 % des investissements corporels et incorporels hors licences, soit une augmentation de 80 millions d'euros, s'explique essentiellement :

- par la croissance de 16,3 % (hausse de 195 millions d'euros) des dépenses d'investissement de SCP Reste du monde, qui s'explique principalement par la hausse des dépenses d'investissement relatives, i) à l'extension de la couverture et aux évolutions du réseau liée à la progression du nombre de clients dans les pays à forte croissance de SCP Reste du monde, et ii) dans une moindre mesure, aux plates-formes de service client ;
- par l'augmentation de 15,6 %, soit une hausse de 45 millions d'euros, des investissements corporels et incorporels hors licences de SCP Pologne, reflétant en grande partie la hausse des dépenses d'investissement relatifs à l'accès haut débit et aux capacités de réseaux ;
- et par la hausse de 5,3 % des investissements corporels et incorporels hors licences de SCP Royaume-Uni. Cette augmentation de 25 millions d'euros est due notamment à la hausse des dépenses d'investissements liées à l'informatique, compensée en partie par la baisse des dépenses relatifs aux réseaux du fait de la revue du programme des dépenses d'investissement.

Ces hausses sont compensées en partie :

- par la baisse de -10,6 %, soit -95 millions d'euros, des investissements corporels et incorporels hors licences de SCP France, liée principalement à des remises obtenues d'équipementiers sur le renouvellement d'équipements de réseau commencé en juillet 2007 et à l'arrêt des investissements capacitaires 2G dans les zones couvertes par la 3G ;
- et par la diminution de -16,1 % (baisse de -89 millions d'euros) des dépenses d'investissement de SCP Espagne résultant notamment de la baisse des investissements relatifs aux réseaux d'accès, du fait de l'accord de partage de réseaux avec Vodafone.

3.1.4 Licences de télécommunication - SCP

En 2007, les licences de télécommunication représentent 85 millions d'euros et sont relatifs essentiellement à l'acquisition de licences en Guinée, en République de Centrafrique, en Guinée-Bissau et au Niger. En 2006, les licences de télécommunication, soit 283 millions d'euros en données historiques comme en données à base comparable, correspondaient en quasi-totalité à la part fixe du renouvellement pour 15 ans de la licence GSM d'Orange en France (voir section 2.4.1.2 "Licences de télécommunication").

3.2 SERVICES DE COMMUNICATION RESIDENTIELS (SCR)

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
Services de Communication Résidentiels (SCR)		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
SCR					
Chiffre d'affaires	22 671	22 725	22 487	(0,2)%	0,8 %
MBO	7 799	7 641	7 265	2,1 %	7,3 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>34,4 %</i>	<i>33,6 %</i>	<i>32,3 %</i>		
CAPEX	3 080	2 879	2 721	7,0 %	13,2 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>13,6 %</i>	<i>12,7 %</i>	<i>12,1 %</i>		
Nombre moyen d'employés	129 168	137 004	134 447	(5,7)%	(3,9)%
SCR France					
Chiffre d'affaires	17 957	17 709	17 657	1,4 %	1,7 %
MBO	6 482	5 953	5 650	8,9 %	14,7 %
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>36,1 %</i>	<i>33,6 %</i>	<i>32,0 %</i>		
CAPEX	2 169	2 046	1 928	6,0 %	12,5 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>12,1 %</i>	<i>11,6 %</i>	<i>10,9 %</i>		
Nombre moyen d'employés	91 776	98 161	96 560	(6,5)%	(5,0)%
SCR Pologne					
Chiffre d'affaires	2 886	3 139	3 048	(8,1)%	(5,3)%
MBO	1 205	1 473	1 430	(18,2)%	(15,7)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>41,8 %</i>	<i>46,9 %</i>	<i>46,9 %</i>		
CAPEX	627	504	489	24,4 %	28,2 %
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>21,7 %</i>	<i>16,1 %</i>	<i>16,1 %</i>		
Nombre moyen d'employés	28 583	29 748	29 748	(3,9)%	(3,9)%
SCR Reste du monde					
Chiffre d'affaires	2 100	2 100	2 005	0,0 %	4,7 %
MBO	112	216	185	(48,3)%	(39,7)%
<i>MBO / Chiffre d'affaires</i>	<i>5,3 %</i>	<i>10,3 %</i>	<i>9,2 %</i>		
CAPEX	284	330	304	(13,9)%	(6,6)%
<i>CAPEX / Chiffre d'affaires</i>	<i>13,5 %</i>	<i>15,7 %</i>	<i>15,2 %</i>		
Nombre moyen d'employés	8 810	9 094	8 138	(3,1)%	8,3 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

Le secteur d'activité SCR rassemble les activités de services fixes de télécommunication (téléphonie fixe, services Internet, services aux opérateurs) en France, en Pologne et dans le Reste du monde ainsi que les activités de la distribution et des fonctions supports fournis aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom. Il comporte trois sous-secteurs d'activité : i) le sous-secteur d'activité SCR France, ii) le sous-secteur d'activité SCR Pologne, qui comprend TP S.A. et ses filiales (hors filiales mobiles), et iii) le sous-secteur d'activité SCR Reste du monde, comprenant pour les activités fixes et Internet les filiales internationales hors France et Pologne, à savoir principalement, en Espagne et au Royaume-Uni ainsi qu'en Côte d'Ivoire, à l'île Maurice, en Jordanie et au Sénégal.

En octobre 2007, France Télécom a cédé les activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas (voir section 1. "Vue d'ensemble" et note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

3.2.1 Chiffre d'affaires - SCR

■ Chiffre d'affaires - SCR France

SCR France	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	17 957	17 709	17 657	1,4 %	1,7 %
Services Grand Public	9 499	9 572	9 552	(0,8)%	(0,6)%
Réseaux et Opérateurs	6 143	5 906	5 776	4,0 %	6,4 %
Autres SCR en France	2 315	2 231	2 329	3,8 %	(0,6)%
Services Grand Public					
Nombre de lignes téléphoniques Grand Public ⁽³⁾ (en millions)	23,0	-	25,5	-	(9,8)%
ARPU des Services fixes Grand Public ⁽⁴⁾ (en euros)	30,6	-	28,0	-	9,3 %
Trafic téléphonique "voix" des clients					
Grand Public ⁽⁵⁾ (en milliards de minutes)	33,5	-	40,5	-	(17,2)%
Nombre de clients Grand Public					
aux usages haut débit ADSL ⁽⁶⁾	7 296	-	5 916	-	23,3 %
Nombre d'abonnés aux offres multiservices :					
Nombre de Livebox louées ⁽⁶⁾	5 209	-	3 437	-	51,6 %
Nombre d'abonnés aux services "Voix sur IP" ⁽⁶⁾	4 102	-	2 081	-	97,1 %
Nombre d'abonnés aux offres "TV sur ADSL" ⁽⁶⁾	1 149	-	577	-	99,1 %
Réseaux et Opérateurs					
Trafic (en milliards de minutes) :					
Trafic "voix" de l'interconnexion nationale	53,5	-	56,0	-	(4,5)%
Trafic international entrant	5,1	-	4,4	-	16,1 %
Nombre d'abonnements vendus en gros ⁽⁶⁾	716	-	15	-	na
Nombre total de lignes téléphoniques dégroupées ⁽⁶⁾	5 187	-	3 919	-	32,4 %
Nombre de lignes en dégroupage partiel ⁽⁶⁾	1 563	-	1 810	-	(13,6)%
Nombre de lignes en dégroupage total ⁽⁶⁾	3 624	-	2 109	-	71,8 %
Nombre d'accès ADSL vendus en gros aux FAI tiers dont Nombre d'accès ADSL nus	2 232	-	2 079	-	7,4 %
vendus en gros aux FAI tiers ⁽⁶⁾	942	-	188	-	na

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En fin de période. Ce chiffre comprend, i) les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne, et ii) depuis octobre 2006, les lignes sans abonnement téléphonique bas débit (ADSL nu) vendues directement par France Télécom à ses clients Grand Public.

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(5) Trafic téléphonique départ RTC des clients de France Télécom vers toutes les destinations (RTC et IP).

(6) En milliers. En fin de période.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCR France est en augmentation de 1,7 % en 2007 par rapport à 2006. Cette évolution intègre notamment les effets de réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe et de la cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC) en 2006.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de SCR France affiche une croissance de 1,4 % entre les deux périodes pour atteindre 17 957 millions d'euros en 2007.

□ Chiffre d'affaires des Services Grand Public

En **données à base comparable**, la légère baisse de -0,8 % du chiffre d'affaires des Services Grand Public, qui s'établit à 9 499 millions d'euros en 2007, s'explique par la baisse des activités téléphoniques commutées (RTC) et des activités matures (publiphonie, location de terminaux) qui n'est pas tout à fait compensée par le développement rapide des services haut débit ADSL. L'ARPU des Services fixes Grand Public (voir section 5.6 "Glossaire financier") est en augmentation sensible, passant de 28,0 euros au 31 décembre 2006 à 30,6 euros au 31 décembre 2007 (calculé sur la base des douze derniers mois glissants). Cette évolution résulte :

- de la progression de 29,0 % du chiffre d'affaires des **Services en ligne et accès Internet Grand Public**, liée au développement rapide des services haut débit ADSL. La croissance du nombre de clients Grand Public aux usages haut débit ADSL se poursuit à un rythme soutenu avec 7,296 millions de clients au 31 décembre 2007, soit 1,380 millions nouveaux clients. La part de clients ADSL équipés d'une passerelle Livebox louée est passée de 58 % au 31 décembre 2006 à 71 % au 31 décembre 2007. La part de clients ADSL abonnés aux services de "Voix sur IP" est passée de 35 % au 31 décembre 2006 à 56 % au 31 décembre 2007. L'essentiel des placements d'ADSL porte depuis le début de 2007 sur la gamme "Les Formules" et "Net", qui intègrent le service

"Voix sur IP" dans l'offre de base. La nouvelle offre "Net" qui comprend un accès haut débit, la "Voix sur IP" et la TV est une offre "tout IP", le client ne disposant plus d'aucun accès RTC. Elle compte 0,941 millions de clients au 31 décembre 2007. Le nombre de clients ADSL abonnés aux offres "TV sur ADSL" est passé de 0,577 million au 31 décembre 2006 à 1,149 millions au 31 décembre 2007. L'offre "TV sur ADSL" d'Orange s'est enrichie d'un bouquet payant en mai 2007, ainsi que de plusieurs formules d'abonnement à des catalogues thématiques de vidéo à la demande. Le nombre de clients internet bas débit continue de décroître rapidement, avec 0,655 million de clients au 31 décembre 2007 ;

- du repli de -17,3 % du chiffre d'affaires des **Communications téléphoniques Grand Public**, dû essentiellement, i) à la baisse du marché global du trafic téléphonique commuté (mesuré à l'interconnexion) qui s'est fortement accélérée depuis septembre 2005 sous l'effet du développement des services de "Voix sur IP" (baisse de -17,2 % du trafic total RTC facturé aux clients de France Télécom), et ii) à l'impact des baisses de prix des communications vers les mobiles (vers l'ensemble des opérateurs mobiles, intervenues le 3 janvier 2007 pour les professionnels et le 18 janvier 2007 pour les clients résidentiels) ;
- de la baisse de -2,1 % du chiffre d'affaires des **Abonnements Grand Public**, due au développement du dégroupage total, de la vente en gros de l'abonnement depuis le début de l'année et de la vente en gros d'accès ADSL nus aux FAI (Fournisseurs d'Accès Internet) tiers depuis octobre 2006 (dont les chiffres d'affaires sont inclus dans le "Chiffre d'affaires Réseaux et Opérateurs" décrit ci-après). Ainsi, le nombre de lignes facturées directement aux clients à travers l'abonnement téléphonique résidentiel ou les contrats Pros baisse de -9,9 % entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007. Ces impacts défavorables sont partiellement compensés par l'effet positif des hausses de l'abonnement principal de 7 % (1 euro), intervenues le 1^{er} juillet 2007 et le 4 juillet 2006 ;
- et de la diminution de -12,8 % du chiffre d'affaires des **Autres services Grand Public**, liée à la baisse de -23,1 % du trafic de la publiphonie et des services de cartes et à la baisse tendancielle de l'activité de location de terminaux téléphoniques, le nombre de terminaux loués (hors passerelles Livebox) ayant diminué de -18,0 % en un an. Ces impacts défavorables sont partiellement compensés par la progression significative du chiffre d'affaires des portails et des services de contenu (publicité en ligne des portails Orange Internet).

□ *Chiffre d'affaires des services Réseaux et Opérateurs*

En **données à base comparable**, la croissance de 4,0 % du chiffre d'affaires des Réseaux et Opérateurs, qui s'établit à 6 143 millions d'euros en 2007, s'explique :

- par la hausse de 12,4 % du chiffre d'affaires des **Services aux Opérateurs nationaux** liée pour l'essentiel au développement rapide du marché du haut débit ADSL et, en particulier, du dégroupage des lignes téléphoniques. Parallèlement, le chiffre d'affaires de la vente en gros d'accès ADSL aux FAI (fournisseurs d'accès Internet) tiers enregistre une croissance de 18,1 % liée à la progression du nombre d'accès ADSL vendus en gros aux FAI tiers. La vente en gros de l'abonnement progresse fortement au cours de l'année 2007 avec 0,15 million d'accès au 31 décembre 2006 et 0,716 million d'accès au 31 décembre 2007. Le chiffre d'affaires de l'interconnexion nationale baisse de -3,9 % du fait de la baisse du trafic "voix" de l'interconnexion nationale et de la baisse continue du trafic de l'interconnexion "Internet bas débit". Enfin, le chiffre d'affaires des services de données aux opérateurs (liaisons louées et services Turbo DSL) enregistre une légère hausse de 2,6 % malgré les baisses de tarifs suite à la progression du parc ;
- compensée en partie par la baisse de -3,6 % du chiffre d'affaires des **Autres services Réseaux et Opérateurs**, correspondant pour la plus large part à la diminution du chiffre d'affaires des prestations fournies aux autres secteurs d'activité du groupe France Télécom (baisse du trafic téléphonique en volume et baisses de prix liées en particulier aux terminaisons d'appel vers les mobiles).

□ *Chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France*

En **données à base comparable**, la progression de 3,8 % du chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France, qui s'établit à 2 315 millions d'euros en 2007, résulte principalement de la hausse de 5,7 % des produits générés par les prestations fournies aux autres secteurs d'activité (distribution des produits et services, administration commerciale, service après vente, raccordement, maintenance et facturation), qui constitue 83 % du chiffre d'affaires des Autres Services de Communication Résidentiels en France. Par ailleurs, le chiffre d'affaires externe enregistre une baisse de -5,0 % qui concerne notamment les services de renseignement.

■ Chiffre d'affaires - SCR Pologne

SCR Pologne	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	2 886	3 139	3 048	(8,1)%	(5,3)%
Clients Grand Public et Entreprise					
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽³⁾	8 950	10 128	10 128	(11,6)%	(11,6)%
Nombre de clients Internet haut débit ^{(3) (4)}	2 022	1 712	1 712	18,1 %	18,1 %
Nombre d'abonnés aux offres multiservices :					
Nombre de Livebox louées ⁽³⁾	346	148	148	133,8 %	133,8 %
Nombre d'abonnés aux services "Voix sur IP" ⁽³⁾	132	14	14	na	na
Nombre d'abonnés aux offres "TV sur ADSL" ⁽³⁾	40	3	3	na	na
Services de Vente en Gros					
Nombre d'abonnements vendus en gros ⁽³⁾	592	-	-	-	-
Nombre d'accès Bitstream ⁽³⁾	132	-	-	-	-

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En milliers. En fin de période.

(4) Technologie ADSL et SDI (technologie d'accès rapide à l'Internet).

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCR Pologne, qui s'établit à 2 886 millions d'euros en 2007 enregistre une baisse de -5,3 % par rapport à 2006. Cette diminution intègre l'effet positif des variations de change.

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires de SCR Pologne affiche une diminution de -8,1 % en raison notamment :

- de la baisse du chiffre d'affaires de la "voix". Le recul du chiffre d'affaires des communications téléphoniques résulte notamment de l'effet croissant de la substitution du fixe par le mobile, de la baisse du trafic téléphonique et du renforcement de l'environnement concurrentiel. La poursuite de la migration des clients des offres initiales classiques vers les Nouveaux Plans Tarifaires (lancés en 2004, et dont le tarif de l'abonnement est supérieur) permet toutefois de ralentir la baisse du trafic téléphonique et d'accroître le chiffre d'affaires relatif à l'abonnement, qui passe de 57 % du chiffre d'affaires de la "voix" en 2006 à 61 % en 2007 ;
- que compense partiellement la hausse du chiffre d'affaires en provenance des services en croissance comme l'accès à Internet haut débit et les activités de réseaux managés. En données à base comparable, le chiffre d'affaires de l'accès à l'Internet haut débit enregistre une progression de 5 % en 2007 par rapport à 2006, tirée par l'augmentation de 18 % du nombre de clients Internet haut débit (soit 0,310 million de nouveaux clients au cours de la période). Les offres haut débit se sont enrichies avec le lancement de la Livebox en 2006 (346 milliers de clients au 31 décembre 2007). Ces évolutions favorables permettent à TP S.A. de maintenir une position de tout premier plan sur le marché du haut débit en Pologne, et fait plus que compenser la baisse du chiffre d'affaires de l'Internet bas débit, qui représente 5 % du chiffre d'affaires des services d'accès à l'Internet. Les services de transmission de données (incluant l'Internet bas et haut débit, la transmission de données et les liaisons louées), en hausse de 3,7 % en 2007, représentent 21 % du chiffre d'affaires total de SCR Pologne contre 19 % en 2006.

■ Chiffre d'affaires - SCR Reste du monde

SCR Reste du monde	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006	2006	Var. (%)	Var. (%)
		données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques	données à base comparable ⁽¹⁾	données historiques
Espagne ⁽²⁾					
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	604	629	558	(4,0)%	8,2 %
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL) ⁽⁴⁾	1 177	918	640	28,2 %	83,9 %
Royaume-Uni					
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	403	425	426	(5,1)%	(5,4)%
Nombre de clients Internet haut débit (ADSL) ⁽⁴⁾	1 138	1 063	1 063	7,1 %	7,1 %
Sénégal					
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	390	378	378	3,1 %	3,1 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽⁴⁾	269	283	283	(4,9)%	(4,9)%
Jordanie ⁽⁵⁾					
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	258	261	203	(0,9)%	27,5 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽⁴⁾	559	614	614	(9,0)%	(9,0)%
Côte d'Ivoire					
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	182	169	169	8,1 %	8,1 %
Nombre de clients de la téléphonie fixe ⁽⁴⁾	250	271	271	(7,7)%	(7,7)%
Autres filiales ⁽⁶⁾					
Chiffre d'affaires ⁽⁷⁾	262	238	271	10,0 %	(3,5)%
Total					
Chiffre d'affaires ⁽³⁾	2 100	2 100	2 005	0,0 %	4,7 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) Acquisition de T-Online Telecommunications Spain (devenue FT España ISP), société opérant sous la marque Ya.com, le 31 juillet 2007.

(3) En millions d'euros.

(4) En milliers. En fin de période.

(5) Intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales le 5 juillet 2006, précédemment en intégration proportionnelle à 40 %.

(6) Les autres filiales incluent notamment les filiales de l'Ile Maurice.

(7) En millions d'euros. Comprend le chiffre d'affaires des autres filiales et les éliminations.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCR Reste du monde progresse de 4,7 % pour atteindre 2 100 millions d'euros en 2007, en raison principalement de l'impact favorable des variations de périmètre relatives notamment, i) à l'intégration en consolidation globale de la sociétés Jordan Telecommunications Company et de ses filiales le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable, et ii) à l'acquisition de Ya.com en Espagne le 31 juillet 2007, prenant effet le 1^{er} août 2006 dans les données à base comparable, que compense en partie l'effet négatif des variations de change et la cession des activités Internet d'Orange aux Pays-Bas le 1^{er} octobre 2007, prenant effet le 1^{er} octobre 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la stabilité du chiffre d'affaires de SCR Reste du monde au cours de la période reflète essentiellement la croissance du chiffre d'affaires en Côte d'Ivoire et au Sénégal, que compense en totalité la baisse du chiffre d'affaires en Espagne et au Royaume-Uni (la baisse du chiffre d'affaires de l'Internet bas débit n'étant que partiellement compensée par la croissance du chiffre d'affaires du haut débit).

3.2.2 Marge brute opérationnelle - SCR

En **données historiques**, la MBO de SCR affiche une hausse de 7,3 % entre 2006 et 2007 pour s'établir à 7 799 millions d'euros, intégrant principalement l'impact des variations de périmètre et autres variations relatives notamment, i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, et ii) à l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company et de ses filiales le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, l'augmentation de 2,1 % de la MBO de SCR, soit une augmentation de 158 millions d'euros entre 2006 et 2007, s'explique par la hausse de 8,9 % de la MBO de SCR France entre 2006 et 2007. Cette progression de 529 millions d'euros est liée, d'une part, à la baisse des charges opérationnelles comprises dans le MBO, résultant, i) de la réduction des achats et reversements aux opérateurs, suite à la baisse du prix des terminaisons d'appel fixe vers mobile, et ii) de la diminution des charges de personnel (salaires et charges), liée essentiellement à la baisse des effectifs (baisse de -6,5 % du nombre moyen d'employés équivalent temps plein, voir section 5.6 "Glossaire financier"), et d'autre part, à la croissance du chiffre d'affaires, tirée par le développement des services haut débit ADSL et du marché de la vente en gros d'accès haut débit.

Entre 2006 et 2007, la hausse de la MBO de SCR France est en partie compensée :

- par la baisse de -18,2 % de la MBO de SCR Pologne, qui décroît de -268 millions d'euros entre 2006 et 2007, du fait essentiellement de la diminution du chiffre d'affaires et dans une moindre mesure de l'augmentation des charges opérationnelles comprises dans le MBO. La hausse des charges opérationnelles comprises dans le MBO concernent, i) les autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels), dont l'augmentation s'explique principalement par l'augmentation des provisions, et ii) les charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique ainsi que les charges informatiques suite aux nouveaux contrats de sous-traitance d'installation et de maintenance des réseaux. Ces hausses sont partiellement compensées par la réduction des achats et reversements aux opérateurs, résultant de la forte baisse du prix des terminaisons d'appels vers mobile. Les charges de personnel (salaires et charges) affichent une légère hausse par rapport à 2006, l'effet volume induit par la baisse du nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) étant compensé par un effet prix, reflétant notamment l'accroissement des compétences et des qualifications pour certains profils de collaborateurs ;
- et par la réduction de -48,3 % de la MBO de SCR Reste du monde. Cette diminution de -104 millions d'euros résulte principalement de la diminution de la MBO du Royaume-Uni et de l'Espagne due notamment à la baisse du chiffre d'affaires, que compense en partie la hausse de la MBO de la Côte d'Ivoire, tirée essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires.

3.2.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCR

En **données historiques**, les investissements corporels et incorporels hors licences augmentent de 13,2 % pour s'établir à 3 080 millions d'euros en 2007. Cette augmentation intègre les effets des variations de périmètre et autres variations relatives notamment, i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, et ii) à l'acquisition de Ya.com en Espagne le 31 juillet 2007, prenant effet le 1^{er} août 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la hausse de 7,0 % ou 201 millions d'euros en 2007 des investissements corporels et incorporels hors licences de SCR concerne principalement :

- les dépenses d'investissement de SCR France, qui affichent une croissance de 6,0 % au cours de la période (représentant une augmentation de 123 millions d'euros). Cette progression concerne principalement, i) les équipements liés à la transmission (afin de faire face à l'augmentation des débits) et au développement de l'offre de télévision numérique sur ADSL, et ii) la modernisation du réseau des boutiques Orange, dans le but d'optimiser la localisation et la dimension des boutiques en vue d'accroître la qualité de la relation client et le volume d'actes commerciaux ;
- et les dépenses d'investissement de SCR Pologne, avec une augmentation de 24,4 % ou 123 millions d'euros au cours de la période. Cette hausse traduit la transformation des activités avec le développement d'offres et de produits convergents (notamment les Livebox) et l'optimisation des fonctions supports.

3.3 SERVICES DE COMMUNICATION ENTREPRISES (SCE)

Le secteur d'activité SCE regroupe les solutions et services de communication dédiés aux entreprises en France et dans le monde.

Services de Communication Entreprises (SCE)	(en millions d'euros)				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Exercices clos le 31 décembre	
				Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires	7 721	7 689	7 652	0,4 %	0,9 %
MBO	1 343	1 414	1 590	(5,1)%	(15,6)%
MBO / Chiffre d'affaires	17,4 %	18,4 %	20,8 %		
CAPEX	406	429	430	(5,3)%	(5,5)%
CAPEX / Chiffre d'affaires	5,3 %	5,6 %	5,6 %		
Nombre moyen d'employés	19 204	18 731	17 367	2,5 %	10,6 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

3.3.1 Chiffre d'affaires - SCE

Services de Communication Entreprises (SCE)	Exercices clos le 31 décembre				
	2007	2006 données à base comparable ⁽¹⁾	2006 données historiques	Var. (%) données à base comparable ⁽¹⁾	Var. (%) données historiques
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	7 721	7 689	7 652	0,4 %	0,9 %
Téléphonie fixe et services de données classiques	3 648	4 023	4 063	(9,3)%	(10,2)%
Services de réseaux avancés	1 964	1 834	1 879	7,1 %	4,6 %
Services d'Intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication	1 139	996	836	14,4 %	36,3 %
Autres services Entreprises	970	837	874	15,9 %	10,9 %
Indicateurs opérationnels					
Nombre de lignes téléphoniques Entreprises en France ⁽³⁾ (en millions)	5,6	-	5,8	-	(2,7)%
Nombre total des accès permanents aux réseaux de données en France ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾	322,0	-	300,3	-	7,2 %
dont Nombre des accès IP-VPN en France ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾	242,0	-	209,2	-	15,7 %
Nombre des accès IP-VPN dans le monde ⁽⁵⁾	295,7	-	256,1	-	15,5 %
Nombre d'utilisateurs des services de nomadisme Business Everywhere en France ⁽⁵⁾	571,4	-	485,8	-	17,6 %

(1) Données non auditées. Voir section 5.1 "Passage des données historiques aux données à base comparable".

(2) En millions d'euros.

(3) En fin de période. Ce chiffre comprend les lignes analogiques standards (hors lignes en dégroupage total) et les canaux Numéris (RNIS), chaque canal Numéris étant comptabilisé comme une ligne.

(4) Accès des clients externes au groupe France Télécom, hors marché opérateurs.

(5) En milliers. En fin de période.

En **données historiques**, le chiffre d'affaires de SCE affiche une progression de 0,9 % entre 2006 et 2007. Cette évolution intègre notamment l'effet positif des variations de périmètre et autres variations suite principalement à l'acquisition de Groupe Diwan le 27 juillet 2006 et de Groupe Silicom le 4 janvier 2007, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

■ Chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et services de données classiques

En **données à base comparable**, le recul de -9,3 % du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques en 2007 par rapport à 2006 est essentiellement lié :

- à la baisse de -16,8 % du chiffre d'affaires des services de données classiques. Le net ralentissement de la décroissance du chiffre d'affaires des services d'infrastructures classiques, réalisé principalement en France reflète l'atténuation progressive des effets des migrations vers des technologies plus récentes de nos clients majeurs qui se sont principalement achevées en fin d'année 2005. De même, le recul du chiffre d'affaires des services de données managées classiques est de moindre ampleur que l'année précédente et reflète la poursuite des déconnexions des clients optant pour des solutions IP ;
- et, dans une moindre mesure, à la diminution de -5,7 % du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe classique (soit 70 % du chiffre d'affaires de la Téléphonie fixe et des services de données classiques). Ce recul s'explique, i) par la diminution de -8,4 % du volume des communications téléphoniques Entreprises (baisse du marché mesuré à l'interconnexion), ii) par l'impact des baisses de prix, principalement liées aux remises accordées aux entreprises sur les communications et aux baisses tarifaires sur les communications fixes vers mobiles, et iii) par la baisse du trafic et du prix moyen de la minute des services de relation client (Audiotel, N° Accueil), du fait de la gratuité du temps d'attente et d'un report progressif vers les supports Internet et SMS de l'activité des paliers tarifaires les plus élevés.

Le nombre de lignes téléphoniques Entreprises en France n'affiche qu'une légère décroissance, la baisse des canaux Numéris (RNIS), qui sont remplacés progressivement par des accès IP sur ADSL, étant compensée en partie d'une part par l'augmentation du nombre de lignes analogiques, supports de la migration vers les solutions IP, et d'autre part par une migration vers la "Voix sur IP" encore peu marquée.

■ Chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés

En **données à base comparable**, la hausse significative de 7,1 % entre 2006 et 2007 du chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés s'explique :

- principalement par la croissance de 6,2 % du chiffre d'affaires des services de réseaux IP, qui représente 91 % du chiffre d'affaires des Services de réseaux avancés. Cette croissance reflète une tendance à la consolidation de la migration des entreprises vers

les réseaux IP. Cette consolidation est également sensible au niveau de la croissance du nombre d'accès IP-VPN en France, qui se poursuit en marquant toutefois une légère inflexion (en augmentation de 15,7 % en 2007 par rapport à 2006) ;

- et par la progression du chiffre d'affaires des services d'infrastructures avancés, qui est réalisé en totalité en France et qui comprend les supports xDSL et les services à très haut débit, reflétant le développement des services à très haut débit tels que MAN Ethernet et Ethernet LINK.

■ **Chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication**

En **données historiques**, le chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication augmente de 36,3 % entre 2006 et 2007, liée pour partie à l'acquisition de Groupe Diwan, de Neocles Corporate et de Groupe Silicomp, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la progression de 14,4 % entre 2006 et 2007 du chiffre d'affaires des Services d'intégration et d'infogérance d'applications critiques de communication provient d'abord de la croissance soutenue de 25,5 % du chiffre d'affaires des services d'infogérance d'applications critiques, en particulier en France. De même, le chiffre d'affaires des services de conseil et de gestion de projet enregistre une progression significative de 19,1 % en 2007 par rapport à 2006. Enfin, après une phase de progression constante en 2006, le chiffre d'affaires des services d'intégration, qui comprend le chiffre d'affaires lié aux services d'intégration sur site et à la maintenance, tend à se stabiliser en 2007.

■ **Chiffre d'affaires des Autres services Entreprises**

En **données à base comparable**, le chiffre d'affaires des Autres services Entreprises, comprenant l'activité de télédiffusion, marché sur lequel France Télécom est présent à travers sa filiale GlobeCast, et l'activité de vente d'équipements de réseaux (PBX, IPBX, routeurs), croît de 15,9 % entre 2006 et 2007. Cette croissance est essentiellement liée à une croissance significative du chiffre d'affaires issu de la vente d'équipements réseaux avec la réalisation de contrats majeurs tant en France qu'à l'international (notamment dans les pays émergents), alors que dans le même temps, l'activité de télédiffusion poursuit sa croissance.

3.3.2 Marge brute opérationnelle - SCE

En **données historiques**, la MBO de SCE s'établit à 1 343 millions d'euros en 2007, en baisse de -15,6 % par rapport à 2006 et intègre notamment les effets des variations de périmètre et autres variations relatives notamment, i) aux réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe, et ii) à l'acquisition de Groupe Silicomp le 4 janvier 2007, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable.

En **données à base comparable**, la MBO de SCE s'inscrit en recul de -5,1 %. Ainsi, le ratio de MBO rapportée au chiffre d'affaires est en baisse de -1,0 point, s'établissant à 17,4 % en 2007. La baisse de la MBO reflète la transformation du modèle économique avec, i) une pression à la baisse sur la marge des activités de réseau liée à une pression compétitive renforcée à l'international et à la transformation vers les solutions IP, et ii) la part croissante des activités de services.

3.3.3 Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication - SCE

En **données à base comparable**, les investissements corporels et incorporels hors licences s'élèvent à 406 millions d'euros en 2007, en retrait de -5,3 % par rapport à 2006. Ces investissements restent dans la continuité de 2006 et portent principalement sur la connectivité et le développement continu de l'activité de services.

4. TRESORERIE, CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT FINANCIER

4.1 SITUATION ET FLUX DE TRESORERIE

■ Tableau des flux de trésorerie consolidé simplifié ⁽¹⁾

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	14 644	13 863
Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement	(6 881)	(4 691)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(7 654)	(9 271)
Variation nette des disponibilités et quasi-disponibilités	109	(99)
Incidence des variations de taux de change sur les disponibilités et quasi-disponibilités	(54)	(28)
Disponibilités et quasi-disponibilités à l'ouverture	3 970	4 097
Disponibilités et quasi-disponibilités à la clôture	4 025	3 970

(1) Pour plus de détails, voir le "Tableau des flux de trésorerie consolidé" des comptes consolidés et la note 31 de l'annexe aux comptes consolidés.

■ Cash-flow organique

France Télécom utilise le cash-flow organique (voir section 5.6 "Glossaire financier") comme indicateur de performance opérationnelle pour mesurer le cash-flow généré par l'exploitation, hors acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et hors produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée).

□ De la MBO au flux net de trésorerie généré par l'activité

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006 hors Pages Jaunes Groupe ⁽¹⁾	2006 données historiques
MBO	19 116	18 539	18 539
MBO des activités cédées ⁽¹⁾	-	-	361
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés net (net des dividendes et produits d'intérêt encaissés)	(2 411)	(2 695)	(2 684)
Paiements effectués au titre du plan de congés de fin de carrière ⁽²⁾	(893)	(953)	(953)
Impôt sur les sociétés décaissé	(791)	(481)	(606)
Participation des salariés décaissée	(346)	(349)	(382)
Coût des restructurations décaissé ⁽³⁾	(272)	(237)	(237)
Variation du besoin en fonds de roulement global ^{(4) (5)}	281	(17)	43
Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel ⁽⁴⁾	61	(336)	(235)
Variation des autres éléments du besoin en fonds de roulement ⁽⁵⁾	220	319	278
Neutralisation des éléments non monétaires et autres éléments décaissés	(40)	(219)	(218)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	14 644	13 588	13 863

(1) PagesJaunes Groupe a été cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Voir notes 2, 9, 11, 28 et 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

(3) Hors paiements effectués au titre du plan de congés de fin de carrière (cf. supra dans le tableau).

(4) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(5) Hors participation des salariés décaissée (cf. supra dans le tableau).

□ Du flux net de trésorerie généré par l'activité au cash-flow organique

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006 hors Pages Jaunes Groupe ⁽¹⁾	2006 données historiques
Flux net de trésorerie généré par l'activité	14 644	13 588	13 863
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations)	(6 939)	(6 787)	(6 811)
- CAPEX des activités poursuivies ⁽²⁾	(6 979)	(6 732)	(6 732)
- CAPEX des activités cédées ⁽¹⁾	-	-	(24)
- Licences de télécommunication ⁽²⁾	(85)	(283)	(283)
- Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations	125	228	228
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	113	105	105
Cash-flow organique	7 818	6 906	7 157

(1) PagesJaunes Groupe a été cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

(2) Voir section 2.4 "Dépenses d'investissement du Groupe" et note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Le cash-flow organique s'élève à 7 818 millions d'euros en 2007, contre 7 157 millions d'euros en 2006, soit une augmentation de 661 millions d'euros. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du flux net de trésorerie généré par l'activité, en liaison notamment avec la progression de la MBO. Le cash-flow organique de l'exercice 2006 inclut PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés). Hors PagesJaunes Groupe en 2006, le cash-flow organique augmente de 912 millions d'euros, passant de 6 906 millions d'euros en 2006 à 7 818 millions d'euros en 2007.

La part du cash-flow organique attribuable aux actionnaires minoritaires s'élève à 746 millions d'euros en 2007 contre 1 045 millions d'euros en 2006 (930 millions d'euros hors PagesJaunes Groupe).

■ Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'établit à 14 644 millions d'euros en 2007, en hausse de 781 millions d'euros par rapport à 2006 (13 863 millions d'euros).

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre
Flux net de trésorerie généré par l'activité de l'exercice 2006 (données historiques)	13 863
Facteurs d'augmentation :	
Augmentation de la MBO des activités poursuivies	577
Augmentation de la variation du besoin en fonds de roulement global ⁽¹⁾	279
- Augmentation de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel ⁽¹⁾	296
- Diminution de la variation des autres éléments du besoin en fonds de roulement	(17)
Diminution des intérêts décaissés et effet taux des dérivés net (net des dividendes et produits d'intérêt encaissés)	273
Facteurs de diminution :	
MBO des activités cédées (élément spécifique à l'exercice 2006) ⁽²⁾	(361)
Augmentation de l'impôt sur les sociétés décaissé	(185)
Autres éléments	198
Flux net de trésorerie généré par l'activité de l'exercice 2007	14 644

(1) Voir section 5.6 "Glossaire financier".

(2) MBO de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2007, l'amélioration de 294 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement global (voir section 5.6 "Glossaire financier") résulte principalement de l'effet combiné de l'augmentation des dettes fournisseurs et de la diminution du délai de règlement des créances clients. En 2006, l'amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement global était de 15 millions d'euros.

■ Flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie affecté aux opérations d'investissement s'établit à -6 881 millions d'euros en 2007, contre -4 691 millions d'euros en 2006.

□ *Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles*

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations)	2007	2006 données historiques
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(7 064)	(7 039)
- CAPEX des activités poursuivies ⁽¹⁾	(6 979)	(6 732)
- CAPEX des activités cédées ⁽²⁾	-	(24)
- Licences de télécommunication ⁽¹⁾	(85)	(283)
Augmentation (diminution) des fournisseurs d'immobilisations	125	228
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	113	105
Total Groupe	(6 826)	(6 706)

(1) Voir section 2.4 "Dépenses d'investissement du Groupe" et note 3 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Investissements corporels et incorporels de PagesJaunes Groupe, activité cédée le 11 octobre 2006 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

□ *Acquisitions de titres de participation*

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
Acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) ⁽¹⁾	2007	2006 données historiques
Acquisition de 100 % de T-Online Telecommunications Spain devenue FT España ISP (société opérant sous la marque Ya.com) ⁽²⁾	(319)	-
Acquisition de 51 % de Telkom Kenya ⁽²⁾	(270)	-
Rachat par TP S.A. de 2 % d'actions propres	(185)	-
Acquisition de 33,5 % d'Orange Moldova (ex-Voxtel) ⁽²⁾	(103)	-
Acquisition de 96,1 % de Groupe Silicomp ⁽²⁾	(96)	-
Acquisition de 90 % de VOXmobile par Mobistar ⁽²⁾	(80)	-
Acquisition de 1,7 % d'Amena ⁽³⁾	-	(113)
Acquisition de 15,8 % de Jordan Telecommunications Company (JTC) ⁽⁴⁾	-	(68)
Acquisition de 99,5 % de Groupe Diwan	-	(39)
Autres acquisitions	(64)	(35)
Total Groupe	(1 117)	(255)

(1) Voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

(3) Acquisition par France Télécom en mars 2006 d'une participation supplémentaire de 0,6 % dans Auna, devenue France Telecom Operadores de Telecomunicaciones S.A. (FTOT), et acquisition par FTOT d'une participation supplémentaire de 1,4 % dans Retevisión Movil S.A. (Amena). Après la fusion des sociétés FT España, FTOT et Amena sous FT España en juillet 2006, France Télécom détient 79,3 % de FT España.

(4) Acquisition par France Télécom en avril 2006 d'une participation supplémentaire de 12 % dans Jitco, entité holding de Jordan Telecommunications Company (JTC), et acquisition par France Télécom, successivement en juillet et novembre 2006, de 10 % et 1 % moins une action de JTC. A l'issue de ces transactions, France Télécom détient directement et indirectement 51 % moins une action de JTC.

Les acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise, s'élevaient à -1 117 millions d'euros en 2007, contre -255 millions d'euros en 2006. Les principales acquisitions de titres de participation de l'exercice 2007 sont décrits dans le paragraphe "Principaux événements intervenus en 2007" de la section 1. "Vue d'ensemble" et dans la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

□ *Produits de cession de titres de participation*

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
Produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée) ⁽¹⁾	2007	2006 données historiques
Produit de cession de 100 % des activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas ⁽²⁾	1 306	-
Complément de prix relatif à la cession de Tower Participations (société détenant TDF) ⁽²⁾	254	-
Produit de cession de 20 % de Bluebirds Participations France (société détenant Eutelsat Communications) ⁽²⁾	110	-
Effet de la restructuration de la participation dans One GmbH ⁽²⁾	82	-
Produit de cession de 54 % de PagesJaunes Groupe ⁽⁴⁾	-	2 697
Produit de cession de 100 % de France Telecom Mobile Satellite Communications (FTMSC)	-	46
Produit de cession de 20 % d'Ypso Holding (activités de réseaux câblés)	-	44
Autres produits de cession	56	22
Total Groupe	1 808	2 809

(1) Voir notes 4 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) Voir section 1. "Vue d'ensemble".

(3) Le 11 octobre 2006, France Télécom a cédé l'intégralité de sa participation de 54 % dans PagesJaunes Groupe à Médiannuaire, filiale de Kohlberg Kraus Roberts & Co Ltd (KKR), pour 3 287 millions d'euros nets de frais de cession. En 2006, le résultat de cession, qui s'élève à 2 983 millions d'euros, est comptabilisé dans le résultat net des activités cédées (voir section 2.3.4 "Résultat net des activités cédées" et note 4 de l'annexe aux comptes consolidés). Après prise en compte des remboursements de comptes courants et de la trésorerie cédée, l'encaissement net relatif à cette cession s'élève à 2 697 millions d'euros.

Les produits de cession de titres de participation, nets de la trésorerie cédée, s'élevaient à 1 808 millions d'euros en 2007, contre 2 809 millions d'euros en 2006. Les principaux produits de cession de titres de participation de l'exercice 2007 sont décrits dans le paragraphe "Principaux événements intervenus en 2007" de la section 1. "Vue d'ensemble" et dans les notes 4 et 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

□ *Autres variations des valeurs mobilières et autres actifs*

En 2007, les valeurs mobilières et autres actifs augmentent de -746 millions d'euros (après une augmentation de -539 millions d'euros en 2006). En 2007, ce montant comprend principalement le dépôt de -757 millions d'euros sur un compte séquestre. Ce dépôt concerne le litige relatif au régime particulier de la taxe professionnelle de France Télécom entre 1991 et 2002 (voir notes 18 et 33 de l'annexe aux comptes consolidés). La mise sous séquestre de ce dépôt augmente l'endettement financier net au 31 décembre 2007, mais n'a pas d'impact sur le cash-flow organique du Groupe en 2007.

■ Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement représente globalement un besoin de -7 654 millions d'euros en 2007, contre un besoin de -9 271 millions d'euros en 2006.

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Emissions ⁽¹⁾	3 946	1 513
Emissions d'emprunts obligataires par France Télécom S.A.	3 122	928
Emissions d'emprunts bancaires sous la forme d'EMTN ⁽²⁾ par France Télécom S.A.	600	456
Autres émissions	224	129
Remboursements ⁽¹⁾	(6 546)	(6 658)
Remboursements d'emprunts obligataires par France Télécom S.A.	(3 123)	(2 787)
Remboursements d'emprunts bancaires sous la forme d'EMTN ⁽²⁾ par France Télécom S.A.	(1 629)	(1 200)
Remboursements d'emprunts obligataires par TP S.A. Eurofinance	(475)	(500)
Remboursements de lignes de crédit syndiquées par FT España	(400)	(250)
Rachats de Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA) ⁽³⁾	(383)	(645)
Autres remboursements	(437)	(552)
Effet change des dérivés net	(99)	(724)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts à court terme ⁽¹⁾	(906)	(1 117)
Diminution (augmentation) des dépôts et autres actifs financiers liés à la dette ⁽¹⁾	(330)	192
Rachat d'actions propres ⁽⁴⁾	(214)	(10)
Augmentation de capital ⁽⁴⁾	140	54
Dividendes versés et contributions ⁽⁴⁾	(3 744)	(3 245)
Dividendes versés par France Télécom S.A.	(3 117)	(2 602)
Dividendes versés par les filiales aux actionnaires minoritaires	(677)	(593)
Contributions des actionnaires minoritaires	50	(50)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(7 654)	(9 271)

(1) Voir notes 20, 21 et 22 de l'annexe aux comptes consolidés.

(2) *Euro Medium Term Notes*.

(3) Dont -16 millions d'euros en 2007 et -42 millions d'euros en 2006 présentés dans le poste "Partie capitaux propres des dettes hybrides" (voir note 21 de l'annexe aux comptes consolidés).

(4) Voir note 30 de l'annexe aux comptes consolidés.

La gestion des *covenants* est décrite dans la note 24 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.2 CAPITAUX PROPRES

Au 31 décembre 2007, l'Etat détient, directement et indirectement, au travers de l'ERAP, établissement public industriel et commercial de l'Etat, 27,3 % du capital de France Télécom S.A., contre 32,4 % au 31 décembre 2006 (voir note 30 de l'annexe aux comptes consolidés).

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre
Capitaux propres au 31 décembre 2006 (données historiques)	31 638
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de France Télécom S.A.	26 794
Intérêts minoritaires	4 844
Variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de France Télécom S.A. ⁽¹⁾	3 061
Résultat net de l'exercice 2007	6 300
Distribution de dividendes par France Télécom S.A.	(3 117)
Gains et pertes de change non réalisés	(467)
Autres mouvements	345
Variation des intérêts minoritaires ⁽¹⁾	(374)
Capitaux propres au 31 décembre 2007	34 325
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de France Télécom S.A.	29 855
Intérêts minoritaires	4 470

(1) Pour plus de détails, voir le "Tableau des variations des capitaux propres consolidés" des comptes consolidés et la note 30 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.3 ENDETTEMENT FINANCIER ET RESSOURCES DE FINANCEMENT

4.3.1 Endettement financier net

L'endettement financier net de France Télécom (voir section 5.6 "Glossaire financier" et note 20 de l'annexe aux comptes consolidés) s'élève à 37 980 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 42 017 millions d'euros au 31 décembre 2006. Par rapport au 31

décembre 2006, l'endettement financier net diminue ainsi de -4 037 millions d'euros au 31 décembre 2007.

■ Indicateurs relatifs à l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre	
	2007	2006 données historiques
Endettement financier net	37 980	42 017
Coût moyen pondéré de l'endettement financier net	6,46 %	5,91 %
Maturité moyenne de l'endettement financier net ⁽¹⁾	7,1 ans	6,7 ans
Ratio d'Endettement financier net / Capitaux propres	1,11	1,33
Ratio d'Endettement financier net / MBO	1,99	2,27

(1) Hors prise en compte des Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA).

Le coût moyen pondéré de l'endettement financier net est calculé en rapportant les charges financières nettes, diminuées des éléments exceptionnels et non courants, à l'encours moyen calculé à partir de l'endettement financier net retraité des montants ne donnant pas lieu à intérêts tels que les intérêts courus non échus et les dettes liées aux engagements d'achat d'intérêts minoritaires.

■ Évolution de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Exercices clos le 31 décembre
Endettement financier net au 31 décembre 2006 (données historiques)	42 017
Facteurs de diminution :	
Cash-flow organique ⁽¹⁾	(7 818)
Produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée) ⁽¹⁾	(1 808)
Facteurs d'augmentation :	
Dividendes versés par France Télécom S.A. (1,20 euro par action)	3 117
Acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) ⁽¹⁾	1 117
Dépôt sur compte séquestre ⁽²⁾	757
Dividendes versés par les filiales aux actionnaires minoritaires et contributions des actionnaires minoritaires	627
Autres éléments	(29)
Endettement financier net au 31 décembre 2007	37 980

(1) Voir section 4.1 "Situation et flux de trésorerie".

(2) Litige relatif au régime particulier de la taxe professionnelle de France Télécom entre 1991 et 2002 (voir notes 18 et 33 de l'annexe aux comptes consolidés). La mise sous séquestre de ce dépôt n'a pas d'impact sur le cash-flow organique du Groupe en 2007.

4.3.2 Ressources de financement

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat, les emprunts obligataires, les emprunts bancaires et les instruments dérivés sont décrits respectivement dans les notes 19, 21, 22 et 23 de l'annexe aux comptes consolidés.

La politique de France Télécom en 2007 a été de préfinancer très tôt le remboursement obligataire en mars 2008 de 3,3 milliards d'euros puis de privilégier les marchés de niche (EMTN (*Euro Medium Term Notes*) structurés, émission en francs suisses). Les émissions réalisées en 2007 ont toutes été conservées à taux fixe permettant un léger accroissement de la part à taux fixe de l'endettement net du Groupe de 82,7 % au 31 décembre 2006 à 85,5 % au 31 décembre 2007. Le coût moyen des refinancements effectués en 2007 est de 4,55 % après swaps de devise (voir note 24 de l'annexe aux comptes consolidés).

La politique du Groupe France Télécom est d'être en mesure de faire face à ses remboursements à venir sur la base de la trésorerie disponible et des lignes de crédit en place, pour les douze mois à venir et sans financement complémentaire.

4.3.3 Exposition aux risques de marché et instruments financiers

Dans le cadre de son activité industrielle et commerciale, France Télécom est exposée aux risques de marché liés à la gestion du coût de sa dette et à la valeur de certains éléments d'actifs libellés en devises (titres de participation de sociétés étrangères). Sur la base d'une analyse de son exposition générale aux risques, essentiellement liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, France Télécom utilise divers instruments financiers dans des limites fixées par la Direction en termes d'effets potentiels sur le résultat, avec pour objectif d'optimiser le coût de son financement.

La gestion du risque de taux, du risque de devises, du risque de liquidité, des covenants, du risque de contrepartie ainsi que la gestion du risque du marché des actions sont décrits dans la note 24 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.3.4 Evolution de la notation de France Télécom

Au 31 décembre 2007, la notation de France Télécom est la suivante :

	Standard & Poor's	Moody's	Fitch IBCA
Sur la dette à long terme	A-	A3	A-
Perspective	Stable	Stable	Stable
Sur la dette à court terme	A2	P2	F1

Une partie de la dette (8,1 milliards d'euros d'encours au 31 décembre 2007) possède des clauses de *step up*. Ce montant ne comprend pas les Titres à Durée Indéterminée Remboursables en Actions (TDIRA) dont les clauses de *step up* sont décrites dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés. En l'absence de modification de la notation de France Télécom en 2007, les clauses de *step up* n'ont pas été activées.

5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

5.1 PASSAGE DES DONNEES HISTORIQUES AUX DONNEES A BASE COMPARABLE

Pour permettre aux investisseurs de suivre l'évolution annuelle des activités du Groupe, des données à base comparable sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de l'exercice écoulé et à retraiter l'exercice précédent dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. France Télécom fournit le détail des impacts, sur ses indicateurs clés opérationnels, des variations de méthode, de périmètre et de change, permettant ainsi d'isoler l'effet activité intrinsèque. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les données à base comparable n'ont pas pour objectif de se substituer aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Les données à base comparable sont établies jusqu'à la MBO. Pour les postes compris entre la MBO et le résultat d'exploitation, les données à base comparable ne sont établies que pour la dotation aux amortissements.

■ Synthèse Groupe

- Principaux indicateurs opérationnels

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2006				
	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques	51 702	18 539	(7 824)	6 732	189 028
Variations de périmètre ⁽¹⁾	65	(3)	(2)	6	2 315
Entrées de périmètre	360	37	(48)	52	2 903
Intégration globale de Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales	115	54	(18)	14	943
Acquisition de Groupe Silicomp	106	(10)	(2)	2	1 120
Acquisition de T-Online Telecommunications Spain devenue FT España ISP (Ya.com)	71	(3)	(26)	30	198
Acquisition de Groupe Diwan	22	-	-	-	156
Acquisition de VOXmobile	17	(1)	(2)	5	48
Acquisition de Top Achat Clust	10	(1)	-	-	-
Autres	19	(2)	-	1	438
Sorties de périmètre	(295)	(40)	46	(46)	(588)
Cession des activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas	(172)	(30)	39	(42)	(359)
Cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC)	(120)	(9)	7	(4)	(205)
Autres	(3)	(1)	-	-	(24)
Autres variations ⁽¹⁾	(44)	13	(4)	-	-
Variations de change ^{(1) (2)}	(182)	(63)	3	(17)	-
Données à base comparable ⁽¹⁾	51 541	18 486	(7 827)	6 721	191 343

(1) Données non auditées.

(2) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2006 et les taux de change moyens de l'exercice 2007.

□ Charges opérationnelles incluses dans la MBO

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2006			
	Chiffre d'affaires	OPEX hors charges de personnel (salaires et charges)	Charges de personnel (salaires et charges)	MBO
Données historiques	51 702	(24 571)	(8 592)	18 539
Variations de périmètre ⁽¹⁾	65	2	(70)	(3)
Autres variations ⁽¹⁾	(44)	79	(22)	13
Variations de change ^{(1) (2)}	(182)	102	17	(63)
Données à base comparable ⁽¹⁾	51 541	(24 388)	(8 667)	18 486

(1) Données non auditées.

(2) Impact des variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2006 et les taux de change moyens de l'exercice 2007.

□ *Détail du passage des données historiques aux données à base comparable*

Les variations incluses dans le passage des données historiques aux données à base comparable de l'exercice 2006 intègrent essentiellement :

- les **variations de périmètre** (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés), avec principalement les impacts :
 - de l'intégration en consolidation globale de la société Jordan Telecommunications Company (JTC, sous-secteur d'activité SCR Reste du monde) et de ses filiales Wanadoo Jordan, E-Dimension (sous-secteur d'activité SCR Reste du monde) et Mobilecom (sous-secteur d'activité SCP Reste du monde) le 5 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable. Avant le 5 juillet 2006, la participation de France Télécom dans la société Jordan Telecommunications Company (JTC) était consolidée selon la méthode proportionnelle ;
 - de l'acquisition de Groupe Silicomp (secteur d'activité SCE) le 4 janvier 2007, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable (voir section 1. "Vue d'ensemble") ;
 - de l'acquisition de T-Online Telecommunications Spain (devenue FT España ISP, sous-secteur d'activité SCR Reste du monde), société opérant sous la marque Ya.com, le 31 juillet 2007, prenant effet le 1^{er} août 2006 dans les données à base comparable (voir section 1. "Vue d'ensemble") ;
 - de l'acquisition de Groupe Diwan (secteur d'activité SCE) le 27 juillet 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable ;
 - de l'acquisition de VOXmobile (sous-secteur d'activité SCP Reste du monde) le 2 juillet 2007, prenant effet le 1^{er} juillet 2006 dans les données à base comparable (voir section 1. "Vue d'ensemble") ;
 - de l'acquisition de Top Achat Clust (sous-secteur d'activité SCR France) le 31 mars 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable ;
 - de la cession des activités mobiles et Internet d'Orange aux Pays-Bas (sous-secteurs d'activité SCP Reste du monde et SCR Reste du monde) le 1^{er} octobre 2007, prenant effet le 1^{er} octobre 2006 dans les données à base comparable (voir section 1. "Vue d'ensemble") ;
 - et de la cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC, sous-secteur d'activité SCR France) le 31 octobre 2006, prenant effet le 1^{er} janvier 2006 dans les données à base comparable ;
- et les **variations de change** entre les taux de change moyens de l'exercice 2006 et les taux de change moyens de l'exercice 2007.

■ Services de Communication Personnels (SCP)

(en millions d'euros)		Exercice clos le 31 décembre 2006			
SCP	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques	27 745	9 686	(4 183)	3 581	37 214
Variations de périmètre ⁽¹⁾	(91)	(15)	23	(21)	(93)
Cession des activités mobiles d'Orange aux Pays-Bas	(153)	(26)	33	(36)	(302)
Intégration globale des filiales de Jordan Telecommunications Company (JTC)	43	15	(7)	10	145
Acquisition de VOXmobile	17	(1)	(2)	5	48
Autres	2	(3)	(1)	-	16
Autres variations ⁽¹⁾	1	(180)	62	(125)	(1 513)
Réorganisations internes ⁽²⁾	7	(167)	76	(126)	(1 513)
Autres	(6)	(13)	(14)	1	-
Variations de change ^{(1) (3)}	(117)	(57)	16	(22)	-
Données à base comparable ⁽¹⁾	27 538	9 434	(4 082)	3 413	35 608

(1) Données non auditées.

(2) Réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(3) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2006 et les taux de change moyens de l'exercice 2007.

■ Services de Communication Résidentiels (SCR)

(en millions d'euros)		Exercice clos le 31 décembre 2006			
SCR	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques	22 487	7 265	(3 241)	2 721	134 447
Variations de périmètre ⁽¹⁾	15	22	(24)	25	738
Cession de France Télécom Mobile Satellite Communications (FTMSC)	(121)	(9)	7	(4)	(205)
Intégration globale de Jordan Telecommunications Company (JTC) et de ses filiales	79	39	(11)	5	798
Acquisition de T-Online Telecommunications Spain devenue FT España ISP (Ya.com)	71	(3)	(26)	30	198
Cession des activités Internet d'Orange aux Pays-Bas	(25)	(4)	6	(7)	(57)
Acquisition de Top Achat Clust	10	(1)	-	-	-
Autres	1	-	-	1	4
Autres variations ⁽¹⁾	165	324	(65)	122	1 819
Réorganisations internes ⁽²⁾	201	296	(76)	126	1 819
Autres	(36)	28	11	(4)	-
Variations de change ^{(1) (3)}	58	30	(21)	11	-
Données à base comparable ⁽¹⁾	22 725	7 641	(3 351)	2 879	137 004

(1) Données non auditées.

(2) Réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(3) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2006 et les taux de change moyens de l'exercice 2007.

■ Services de Communication Entreprises (SCE)

(en millions d'euros)		Exercice clos le 31 décembre 2006			
SCE	Chiffre d'affaires	MBO	Dotation aux amortissements	CAPEX	Nb moyen d'employés
Données historiques	7 652	1 590	(402)	430	17 367
Variations de périmètre ⁽¹⁾	141	(10)	(2)	2	1 669
Acquisition de Groupe Silicomp	106	(10)	(2)	2	1 120
Acquisition de Groupe Diwan	22	-	-	-	156
Autres	13	-	-	-	393
Autres variations ⁽¹⁾	19	(130)	(1)	3	(305)
Réorganisations internes ⁽²⁾	-	(140)	-	-	(305)
Autres	19	10	(1)	3	-
Variations de change ^{(1) (3)}	(123)	(36)	8	(6)	-
Données à base comparable ⁽¹⁾	7 689	1 414	(397)	429	18 731

(1) Données non auditées.

(2) Réorganisations internes entre secteurs d'activité sans incidence au niveau du Groupe.

(3) Variations de change entre les taux de change moyens de l'exercice 2006 et les taux de change moyens de l'exercice 2007.

5.2 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Depuis 2004, France Télécom consacre un effort croissant à l'innovation. En 2007, France Télécom a ainsi consacré 1,7 % de son chiffre d'affaires à l'innovation, soit 894 millions d'euros, contre 856 millions d'euros en 2006 et 716 millions d'euros en 2005. Ces montants comprennent les coûts de personnel et les autres dépenses d'exploitation et d'investissement relatives à la recherche, au développement et à l'innovation dans les nouveaux produits et services. Ces actions sont menées par le réseau "Orange Labs" qui comprend les laboratoires de R&D, l'"Explocentre", qui expérimente avec les clients les innovations potentielles, le "Technocentre", qui est chargé d'industrialiser le lancement des nouveaux produits et services tout en renforçant la réactivité du Groupe sur ses marchés, et le Marketing Stratégique Groupe, qui fournit l'ensemble des éléments de connaissance du marché.

■ Effectifs

Au 31 décembre 2007, France Télécom emploie, dans ses divisions R&D, Marketing Stratégique - Technocentre et Technologies - Explocentre, plus de 4 800 personnes, dont 4 071 dans la division R&D, parmi lesquelles 3 661 ingénieurs, scientifiques et chercheurs.

■ Organisation

Le groupe France Télécom s'inscrit dans un contexte économique en forte évolution, où l'avantage concurrentiel nécessite une démarche d'innovation systématique guidée à la fois par les évolutions du marché et les technologies. C'est la raison pour laquelle le Groupe a décidé d'unifier les fonctions de conception et de lancement des nouvelles offres autour d'un marketing stratégique unique, le Marketing Stratégique Groupe.

Les laboratoires de R&D, l'Explocentre et le Technocentre sont fédérés au sein du réseau Orange Labs, lancé en janvier 2007 sous l'autorité du marketing stratégique. Le réseau Orange Labs constitue le réseau mondial d'innovation du groupe France Télécom. La création de ce réseau, dont l'objectif est d'améliorer la sélection des innovations développées par le Groupe et de réduire les délais de leur mise sur le marché, a été récompensé en 2007 par le prix "Best Innovator 2007" (mention "Innovation organisationnelle et partenariat Marketing / R&D / Réseaux / SI"), remis par le cabinet de conseil en stratégie A.T. Kearney en partenariat avec "Les Echos". Le Groupe avait déjà reçu ce prix en 2005.

■ Mise en œuvre de la stratégie "NExT"

Le réseau Orange Labs joue un rôle moteur dans la stratégie d'opérateur intégré, en contribuant, par son développement, à l'intégration des réseaux, à l'enrichissement des services de communication, d'informations et de loisirs, à l'offre de nouveaux services de vie pratique, ainsi qu'à l'optimisation et à la montée en valeur des services aux entreprises.

Le réseau Orange Labs a poursuivi sa transformation en 2007, notamment en ce qui concerne la professionnalisation du développement logiciel, afin de contribuer à accélérer la mise sur le marché d'offres différenciantes tout en assurant un haut niveau de qualité. Ainsi, plusieurs innovations technologiques issues de ses laboratoires ont été intégrées dans des produits et services du Groupe. L'amélioration de la qualité de service vue du client a également constitué une priorité majeure. La professionnalisation des acteurs et la maîtrise des processus clés, la gestion des sous-traitants, la qualification et la prise en compte des retours clients ont ainsi permis d'améliorer notablement la qualité de service des principales offres comme la Livebox, la Voix sur IP ou Orange TV. Par ailleurs, le réseau Orange Labs a mis en place des processus d'amélioration continue afin de faire progresser en permanence son efficacité et ses performances.

Cette transformation de la chaîne de l'innovation a permis d'accélérer le lancement de nouveaux produits et services, tels que la nouvelle Livebox en France, "Orange Messenger by Windows Live", le portail convergent fixe / mobile, la messagerie vocale enrichie, la Liveradio, l'offre "Ma fibre", et plus largement l'ensemble des offres présentées lors des trois collections 2007.

Pour les entreprises, le réseau Orange Labs développe notamment des services liés à la migration vers l'IP pour la téléphonie et les services d'accueil : accès à l'Intranet de l'entreprise depuis des PDA et des Smartphones (Business Everywhere sur PDA), service d'audioconférence ou de conférence téléphonique sans réservation ni abonnement (Réunion Flash), et LiveBox Pro pour les très petites entreprises, etc.

Les travaux de recherche dans le domaine des technologies de la parole, du son, de l'image, du multimédia permettent d'enrichir le domaine de la communication IP (Voix sur IP, IPTV). Les travaux dans le domaine des moteurs de recherche doivent permettre à l'utilisateur de profiter pleinement de ses contenus. C'est pourquoi l'accent est mis sur le "Search Video", face au très fort accroissement constaté du trafic vidéo sur télévision, Internet et mobile. France Télécom renforce ainsi son positionnement sur les nouveaux marchés,

notamment les contenus et l'audience.

Dans le domaine des réseaux d'accès, les principaux travaux portent sur le réseau domestique, la gestion de la multiplicité et la complémentarité des réseaux d'accès (gestion de la mobilité dans le réseau, terminaux multi-accès) et sur la montée en débit sur tous les types d'accès (radio et filaire).

Dans le domaine des réseaux cœurs, les actions prioritaires concernent les architectures de convergence fixe / mobile, en particulier l'architecture IMS (*IP Multimedia Subsystem*), l'unification de la commande des réseaux et la maîtrise de la qualité de service.

■ Une Recherche & Développement multi-pays

Le réseau Orange Labs regroupe des collaborateurs dans neuf pays et sur quatre continents. Chaque Orange Lab est ainsi immergé dans un environnement géographique spécifique qui lui permet de saisir et d'anticiper les ruptures technologiques et l'évolution des usages partout dans le monde, de favoriser les partenariats, et ainsi d'accélérer la capacité d'innovation du Groupe.

C'est dans ce cadre que cinq Orange Labs supplémentaires ont été créés en 2007, constitués :

- de trois plates-formes Technocentre au Royaume Uni, en Pologne et en Jordanie. Celles-ci ont pour mission de concevoir et de mettre sur le marché de nouveaux produits et services à la fois dans le pays où elles sont situées et dans les autres pays où le Groupe est présent ;
- du nouvel Orange Lab au Caire, en Egypte. Les travaux de ce centre de R&D permettront d'enrichir l'offre de services innovants du Groupe, en créant des synergies avec l'environnement local et le réseau mondial Orange Labs ;
- et d'Orange Vallée, une unité de développement de services à développement rapide et léger de type start-up. Elle s'adresse aux marchés naissants, et a vocation à commercialiser des services peu adhérents au cœur de métier de France Télécom.

Ces nouvelles implantations viennent s'ajouter aux implantations existantes en France et aux sept laboratoires de recherche situés dans six autres pays.

Le laboratoire de San Francisco, situé dans une zone unique par sa concentration en compétences dans les technologies innovantes, est focalisé sur des domaines clés tels que la dynamique du Web 2.0 et des communautés associées et ses conséquences sur les offres de services entreprises et résidentielles, les technologies de routage et d'optimisation de ressources réseau, de calcul et de stockage, les services fixes ou mobiles de recherche et de contenus associés à des revenus publicitaires. Le Laboratoire de Boston, situé de même à proximité du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et des laboratoires terminaux de Nokia et Motorola sur la côte Est des Etats-Unis, travaille à la simplification de nos services résidentiels ou entreprises, exploitant les possibilités multimédia des nouveaux browsers et applicatifs terminaux. Le laboratoire de Londres concentre son expertise sur la mobilité de réseau sans couture, les services IMS, les interfaces utilisateurs et les terminaux, et les analyses de marchés associées. Les laboratoires de Tokyo et Séoul permettent de suivre les développements majeurs des usages et des technologies au Japon et en Corée, en particulier dans des domaines comme l'Internet large bande fixe et mobile et les services de localisation. Le laboratoire de Pékin s'appuie sur le dynamisme du marché chinois des télécommunications et sur le vivier des talents locaux pour répondre aux besoins des unités d'affaires dans des domaines tels que les terminaux, les services à valeur ajoutés, et les logiciels *open source*. Le centre de R&D de TP Group à Varsovie a une double mission : répondre globalement aux besoins de cet opérateur, ainsi qu'aux besoins de l'ensemble du groupe France Télécom, notamment dans les domaines du système d'information, de l'accès (optique, interopérabilité DSL - CPEs), du cœur de réseau (signalisation Siemens et transmission SHD), du traitement de l'information et des terminaux. C'est ainsi qu'il participe au développement de la Babybox (Livebox simplifiée).

■ Partenariats, relations avec les universités, recherche collaborative

Le Groupe mène une politique active de partenariats stratégiques avec des industriels de premier plan qui permet d'enrichir rapidement son portefeuille de produits et services. Unik est ainsi le résultat d'un partenariat avec Ericsson, "Business Together" d'un partenariat avec Nortel et "Orange Messenger by Windows Live" d'un partenariat avec Microsoft. France Télécom noue également des partenariats bilatéraux de moyen terme avec des groupes américains, européens et asiatiques, qui permettent de mieux anticiper les évolutions technologiques qui se dessinent.

Les partenariats avec les universités et les instituts académiques font l'objet d'accords cadres (CNRS, INRIA, Supélec, Ecole Normale Supérieure, Massachusetts Institute of Technology, etc.) ou de contrats bilatéraux de recherche. En 2007, la division R&D a employé près de 300 thésards et post-doctorants. Un effort particulier d'accompagnement des doctorants est réalisé afin que ceux-ci s'insèrent

plus facilement dans la vie professionnelle une fois leur doctorat obtenu.

France Télécom est un acteur majeur dans les programmes de R&D développés en partenariat au niveau national (RNRT, RNTL, RNTS) et européen (6^{ème} Programme Cadre de la Commission européenne, EUREKA, EURESCOM). France Télécom est l'un des opérateurs les plus actifs dans le Programme Cadre, et participe également aux initiatives de l'Agence pour l'Innovation Industrielle, notamment au projet de moteur de recherche européen Quaero et au projet Maxssim (mise au point de nouvelles cartes SIM).

Enfin, France Télécom participe, en France, aux pôles de compétitivité pour favoriser les synergies autour de projets innovants : le Groupe est acteur dans sept pôles, dont cinq mondiaux ou à vocation mondiale.

■ Brevets et valorisation

France Télécom détient un portefeuille de 8 487 brevets en France et à l'étranger (titres délivrés ou déposés) et renforce en permanence ce patrimoine par le dépôt de nouveaux brevets, dans le but de protéger ses innovations et sa liberté d'entreprendre. Afin de valoriser les résultats de la R&D, certains de ces brevets sont licenciés au travers de programmes tels que celui sur les technologies "TurboCodes" qui s'appliquent notamment aux réseaux mobiles 3G, ou au travers de "patent pools" pour les brevets correspondant à des standards (MP3, MPEG, DAB, DVB, W-CDMA, G729, IEEE802.11x, NFC, ISDB-T au Japon etc.). La valorisation concerne aussi des logiciels, comme le logiciel "e-conf" de visioconférence sur PC ou les outils d'ingénierie de réseau mobile. En 2007, le nombre de dépôts de nouveaux brevets s'élève à 403 (512 en 2006 et 530 en 2005). Ces brevets sont issus principalement de la division R&D de France Télécom S.A.

■ Gestion des participations technologiques

GPT (Gestion des Participations Technologiques) regroupe, au sein de la division R&D, les sociétés de capital risque (FTTI, Innovacom3), la société de gestion Innovacom Gestion, et la holding FTCD (France Télécom Capital Développement). Cette holding, filiale à 100 % de France Télécom, détient trois types de fonds :

- des fonds Corporate, comme FTTI, qui ont pour mission de valoriser la propriété intellectuelle de France Télécom en échange de prises de participations dans des start-up technologiques ;
- des fonds sous gestion ouverts à des tiers (Innovacom 3,4 et 5) ;
- et des fonds externes (Etats-Unis, Canada, Japon), gérés par des tiers, dans lesquels FTCD a pris des participations.

5.3 INFORMATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

En application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce issues de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques (dite Loi NRE), France Télécom fournit des informations sur la manière dont sont prises en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité. Les données relatives à ces obligations sont présentées dans la section 4. "Informations sociales et environnementales" du Rapport du Conseil d'administration de France Télécom S.A.

Au-delà de ces obligations légales, France Télécom établit un Rapport Responsabilité d'Entreprise et Développement Durable, qui traite de l'ensemble des activités du Groupe, de leurs conséquences sociales et environnementales et qui présente les performances et les objectifs du Groupe dans ces domaines.

5.4 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les obligations contractuelles et les engagements hors bilan sont décrits dans la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés.

5.5 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les principaux événements intervenus entre la date de la clôture et la date d'arrêté des comptes de l'exercice 2007 par le Conseil d'administration sont décrits dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés.

5.6 GLOSSAIRE FINANCIER

Achats externes : les achats externes (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) comprennent :

- les **Charges commerciales** : achats externes comprenant les achats de terminaux et autres produits vendus, les commissions de distribution et les dépenses de publicité, promotion, sponsoring et de changement de marque ;
- les **Achats et reversements aux opérateurs** ;
- et les **Autres achats externes** : achats externes incluant les frais généraux, les charges immobilières, les charges de sous-traitance d'exploitation et de maintenance technique, les charges informatiques, les coûts de matériel et les charges de sous-traitance des centres d'appels, nets de la production immobilisée sur biens et services.

ARPU (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires annuel moyen par client (ARPU) est calculé en divisant le Chiffre d'affaires du réseau (voir cette définition) généré sur les douze derniers mois (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs de réseaux mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de clients est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de clients en début et en fin de mois. L'ARPU est exprimé en chiffre d'affaires annuel par client.

ARPU des Services fixes Grand Public (secteur d'activité SCR) : le chiffre d'affaires mensuel moyen par ligne des Services fixes Grand Public (ARPU) est calculé en divisant le chiffre d'affaires mensuel moyen, sur la base des douze derniers mois, par la moyenne pondérée du nombre de lignes des Services fixes Grand Public sur la même période. La moyenne pondérée du nombre de lignes des Services fixes Grand Public est la moyenne des moyennes mensuelles au cours de la période considérée. La moyenne mensuelle est la moyenne arithmétique du nombre de lignes des Services fixes Grand Public en début et en fin de mois. L'ARPU des Services fixes Grand Public est exprimé en chiffre d'affaires mensuel par ligne.

AUPU (secteur d'activité SCP) : la consommation mensuelle moyenne par client (AUPU) est calculée en divisant la consommation mensuelle moyenne en minutes sur les douze derniers mois (appels entrants, appels sortants et itinérance (*roaming*), à l'exclusion du trafic des opérateurs de réseaux mobiles virtuels - MVNO) par la moyenne pondérée du nombre de clients sur la même période. L'AUPU est exprimé, en minutes, en consommation mensuelle par client.

Autres achats externes : voir Achats externes.

CAPEX : investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication et hors investissements financés par location financement (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés).

Cash-flow organique : flux net de trésorerie généré par l'activité diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles (nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations) et augmenté des produits de cession d'actifs corporels et incorporels. France Télécom utilise le cash-flow organique comme indicateur de performance opérationnelle pour mesurer le cash-flow généré par l'exploitation, hors acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise) et hors produits de cession de titres de participation (nets de la trésorerie cédée).

Charges commerciales : voir Achats externes.

Charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Charges opérationnelles comprises dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO) : voir OPEX.

Charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Chiffre d'affaires des équipements (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires des équipements comprend la vente de terminaux mobiles et d'accessoires.

Chiffre d'affaires des services "non-voix" (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires des services "non-voix" correspond au Chiffre d'affaires du réseau (voir cette définition) hormis le chiffre d'affaires généré par la "voix" (à l'exclusion du chiffre d'affaires en provenance des opérateurs de réseaux mobiles virtuels - MVNO). Par exemple, il inclut le chiffre d'affaires généré par l'envoi de messages texte (SMS), de messages multimédia (MMS), de données (WAP, GPRS et 3G) ainsi que les coûts facturés au client pour l'achat de contenus (téléchargement de sonneries, résultats sportifs, etc.).

Chiffre d'affaires du réseau (secteur d'activité SCP) : le chiffre d'affaires du réseau représente le chiffre d'affaires (voix, données et SMS) généré par l'utilisation du réseau mobile. Il comprend le chiffre d'affaires généré par les appels entrants et les appels sortants, les frais d'accès au réseau, le chiffre d'affaires de l'itinérance (*roaming*) des clients d'autres réseaux, le chiffre d'affaires des services à valeur ajoutée et le chiffre d'affaires en provenance des opérateurs de réseaux mobiles virtuels (MVNO). Il représente le chiffre

d'affaires récurrent le plus pertinent de l'activité mobile et est directement corrélé aux indicateurs d'activité.

Données à base comparable : des données à méthodes, périmètre et taux de change comparables sont présentées pour la période précédente. Le passage des données historiques aux données à base comparable consiste à conserver les résultats de la période écoulée et à retraiter les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent, dans le but de présenter, sur des périodes comparables, des données financières à méthodes, périmètre et taux de change comparables. La méthode utilisée est d'appliquer aux données de la période correspondante de l'exercice précédent, les méthodes et le périmètre de la période écoulée ainsi que les taux de change moyens utilisés pour le compte de résultat de la période écoulée. Les données à base comparable n'ont pas pour objectif de se substituer aux données historiques de l'exercice écoulé ou des périodes précédentes.

Endettement financier net : l'endettement financier net correspond aux passifs financiers hors dettes fournisseurs (convertis au cours de clôture), diminués : i) des dérivés actifs de transaction, de couverture de flux de trésorerie et de couverture de juste valeur, ii) des dépôts de garantie versés afférents aux dérivés, iii) des disponibilités, quasi-disponibilités et des placements à la juste valeur, et iv) de certains dépôts de garantie mis en place dans le cadre d'opérations spécifiques (si la dette associée est incluse dans l'endettement financier brut). Les dérivés qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont mis en place pour couvrir des flux de trésorerie futurs qui ne figurent pas dans l'endettement financier net. Or, la valeur de marché de ces dérivés y est incluse. La "part efficace des couvertures de flux de trésorerie" est ajoutée à l'endettement financier net pour neutraliser cette différence temporelle (voir note 20 de l'annexe aux comptes consolidés).

Investissements corporels et incorporels hors licences de télécommunication : voir CAPEX.

Investissements financiers : acquisitions de titres de participation (nettes de la trésorerie acquise).

Marchés en croissance : Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée Equatoriale, Guinée, Guinée-Bissau, Ile Maurice, Jordanie, Madagascar, Mali, Mexique, Moldavie, Pologne (filiales de téléphonie mobile), République de Centrafrique, République Dominicaine, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Vanuatu, Vietnam et autres marchés.

Marchés matures : France, Royaume-Uni, Espagne, Pologne (filiales de téléphonie fixe), Belgique, Suisse, Pays-Bas (jusqu'au 30 septembre 2007, voir section 1. "Vue d'ensemble") et Luxembourg.

Marge brute opérationnelle : voir MBO.

MBO : marge brute opérationnelle (voir note 3 de l'annexe aux comptes consolidés). Chiffre d'affaires diminué des achats externes, des autres charges opérationnelles (nettes des autres produits opérationnels) et des charges de personnel (salaires et charges). Les charges de personnel (salaires et charges) présentées dans la marge brute opérationnelle (MBO) ne tiennent pas compte de la participation des salariés ainsi que des charges de rémunération en actions. La MBO fait partie des indicateurs de gestion utilisés par le Groupe France Télécom pour, i) piloter et évaluer les résultats de ses secteurs d'activité, ii) mettre en œuvre sa stratégie d'investissement et d'allocation de ressources, iii) mesurer la performance des directeurs exécutifs du Groupe. Les dirigeants de France Télécom considèrent que la présentation de la MBO aux investisseurs est pertinente puisqu'elle fournit une analyse des résultats opérationnels et de la rentabilité sectorielle, à l'identique de celle utilisée par les dirigeants.

Nombre d'employés (effectifs actifs fin de période) : nombre de personnes en activité le dernier jour de la période, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

Nombre moyen d'employés (équivalent temps plein) : moyenne des effectifs en activité sur la période, au prorata de leur temps de travail, incluant les contrats à durée indéterminée (CDI) et les contrats à durée déterminée (CDD).

OPEX : charges opérationnelles (voir note 6 de l'annexe aux comptes consolidés) comprises dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO), comprenant :

- les **Charges de personnel (salaires et charges)** : les charges de personnel (salaires et charges) incluses dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO) ne comprennent pas la participation des salariés ainsi que les charges de rémunération en actions. Ces dernières font partie des charges incluses entre la marge brute opérationnelle (MBO) et le résultat d'exploitation. Les charges de personnel (salaires et charges) sont nettes de la production immobilisée ;
- et les **OPEX hors charges de personnel (salaires et charges)** : charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges). Les charges opérationnelles, hors charges de personnel (salaires et charges), incluses dans la détermination de la marge brute opérationnelle (MBO), comprennent les achats externes (voir Achats externes) ainsi que les autres produits et

charges opérationnels. Les charges opérationnelles hors charges de personnel (salaires et charges) sont nettes de la production immobilisée.

OPEX hors charges de personnel (salaires et charges) : voir OPEX.

Variation du besoin en fonds de roulement opérationnel : variation des stocks nets, plus variation des créances clients, plus variation des dettes fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations).

Variation du besoin en fonds de roulement global : variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, plus variation des autres créances, plus variation des autres dettes.